SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 030/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : DECISIONS PRISES EN VERTU DES DELEGATIONS D'ATTRIBUTION DONNEES AU PRESIDENT ET AUX VICE-PRESIDENTS
Annexe : Liste des décisions prises par le Président du SME

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu :30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice : **200**
Présents : 140
- *Titulaires : 114*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 49
Votants : 151

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_030-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 030/2026
Intérêt Commun

Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Président d'un établissement public de coopération intercommunale peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, pour une durée déterminée.

C'est dans ce cadre que, par délibération n°019-2026 et 028-2026 des 11 et 25 juin 2026, le comité syndical a délégué au Président du SME, une partie de ses attributions, dans les conditions et limites fixées par cette délibération.
Cette délégation implique que, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rende compte des attributions exercées dans le cadre de cette délégation.

Ainsi, l'ensemble des décisions prises par le Président en exercice dont il y a lieu de rendre compte depuis le comité syndical du 25 juin 2026 figure dans le tableau récapitulatif ci-annexé.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territorial, et notamment son article L.5210-11,
Vu les délibérations n°019-2026 et 028-2026 des 11 et 25 juin 2026, donnant délégation d'attribution au Président et au(x) Vice-Président(s) en vertu de l'article L.5210-11 CGCT,

Considérant que conformément à l'article L.5210-11 du CGCT, le Président du comité syndical peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, pour une durée déterminée ;
Considérant que, dans ce cadre, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président doit rendre compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A L'UNANIMITE :

- De prendre acte des décisions prises par Monsieur le Président en vertu des délégations reçues au titre de l'article L.5210-11 du CGCT.

Votants : 151
- *Pour : 149*
- *Contre : 0*
- *Abstentions : 2*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_030-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 030/2026
Intérêt Commun

LISTE DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DU SME

Délégations d'attribution du comité syndical au Président sur le fondement de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

N°	Domaine	Attribution	Date de signature	Objet	Tiers	Dépense HT	Recette HT
2026_01	Foncier Patrimoine	3.4 - Conventions d'occupation des parcelles	29/06/2026	Convention de servitudes ASD06 - ENEDIS - antennes Ponteix à AYDAT	ENEDIS (via DEJANTE ENERGIES AUVERGNE)		- €
2026_02	Foncier Patrimoine	3.9 - Baux sur les parcelles syndicales	30/06/2026	Bail rural environnemental sur PPR du Broc	EARL Brosselloise		55,00 €
2026_03	Foncier Patrimoine	3.9 - Baux sur les parcelles syndicales	30/06/2026	Bail rural environnemental sur PPR du Broc	M. Damien BOURASSET		65,00 €
2026_04	Foncier Patrimoine	3.9 - Baux sur les parcelles syndicales	30/06/2026	Bail rural environnemental sur PPR du Broc	M. Grégory OMBRET		100,00 €
2026_05	Commande publique	2.1 - Marchés publics	06/07/2026	Demande de cadrage Etude Impact Ressources	SAFEGE	14 982,50 €	
2026_06	Commande publique	2.1 - Marchés publics	20/07/2026	Achat matériel Vote Electronique	Quizzbox Solutions	11 768,00 €	
2026_07	Commande publique	2.1 - Marchés publics	20/07/2026	Achat tablettes pour émargement électronique	EBI	930,78 €	
2026_08	Commande _publique	2.1 - Marchés publics	20/07/2026	Fourniture équipement informatique suite à recrutement technicienne (pc, souris, écran, licences)	EBI	2 817,00 €	
2026_09	Commande _publique	2.1 - Marchés publics	20/07/2026	Renouvellement d'un PC (pc, souris, licences)	EBI	1 387,00 €	

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_030-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 031/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : CREATION DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES (CAO) ET ELECTION DES MEMBRES
Annexe : procès-verbal d'élection

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 200**
Présents : 140
- *Titulaires : 114*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 49
Votants : 151

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 031/2026
Intérêt Commun

Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que : « Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres (CAO) composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 ».

La CAO constitue donc une instance de décision pour l'attribution de ces marchés. Elle est composée du Président du SME ou de son représentant, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

Le Président rappelle qu'en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres (CAO) sont élus par le comité syndical au scrutin de liste secret à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.
En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes. L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste. Il est donc proposé de déposer les listes de candidats après appel à candidature.

Il est procédé en premier lieu à l'élection des cinq membres titulaires, puis selon les mêmes modalités à celle des cinq membres suppléants.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le Code Général des collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 1411-5, L. 1414-2, L. 2121- 21 et D.1411-5 ;
Considérant qu'afin d'étudier les différents dossiers de marchés publics, il convient de constituer une Commission d'Appel d'Offres (CAO) composée de cinq membres titulaires et d'autant de suppléants, qui ne seront appelés à siéger qu'en cas d'absence ou d'empêchement des titulaires ;
Considérant que ces membres titulaires et suppléants sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
Considérant que l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres se fait à scrutin secret ;
Considérant qu'en application de l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales, la composition des différentes commissions, y compris la commission d'appel d'offres doit respecter le principe de la représentation proportionnelle ;
Considérant que l'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste ;
Considérant que les listes présentées peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
Considérant qu'en application de l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, le comité syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- De créer une Commission d'Appel d'Offres (CAO) à titre permanent, pour la durée du mandat ;
- Après le bon déroulé des opérations de vote et compte tenu des résultats du scrutin, de proclamer les délégués élus, membres de la CAO et approuver sa composition comme suit :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 031/2026
Intérêt Commun

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	Suppléants (5)
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
BOILOT Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

- D'une manière générale, d'autoriser le Président, à accomplir toute démarche et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Votants : 151
- *Liste unique présentée par M. ASTIER Raymond : 144*
- *Blancs : 3*
- *Abstentions : 4*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

Création de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et élection de ses membres			Votée
Intérêt commun			
Horaire	24/09/2026 09:57:48	Votants	151 voix
Scrutin	Secret	A voté	151 voix
Majorité requise	Sans décision Sans décision	Exprimé / 100,00 %	144 voix
Liste présentée par ASTIER Raymond		100,0 %	144 voix
Blanc			3 voix
Abstention			4 voix
A voté			151 voix

(ANTOINGT (API)) TERRANOVA Philippe (2) ; (AUBIÈRE (CAM)) VATIN Thierry ; (AUGNAT (API)) BONNET Stéphane ; (AULHAT – FLAT (API)) COUDERT Bernard (2) ; (AYDAT (Commune)) GUITTARD Dominique ; (AYDAT (Mond'Arverne)) GUITTARD Dominique ; (BANSAT (API)) MALORON Annie (2) ; (BEAULIEU (API)) DE DINECHIN Pierre (2) ; (BERGONNE (API)) DYNDAS Eric (2) ; (BOUDES (API)) NUNEZ-ORTIN Samuel (2) ; (CHADELEUF (API)) BAPTISSARD Isabelle (2) ; (CHALUS (API)) BABIN Fiona (2) ; (CHAMPAGNAT-LE-JEUNE (API)) BARDY André (2) ; (CHAMPEIX (API)) MARTIN Jean-Noël (2) ; (CHARBONNIER-LES-MINES (API)) DE SOUSA Jorge (2) ; (CHASSAGNE (API)) MINGON Monique ; (CLÉMENSAT (API)) SILVESTRI Jacques (2) ; (COLLANGES (API)) MARCHAT Sébastien (2) - Procuration à BONNET, Stéphane ; (COMPAINS (Commune)) VIVIEN Pascal (2) ; (CORENT (Commune)) GOURBEYRE Bernard ; (CORENT (Mond'Arverne)) GOURBEYRE Bernard ; (COUDES (API)) LE MARREC Laurys (2) ; (COURGOUL (API)) CHAUNIER Sébastien (2) ; (DAUZAT-SUR-VODABLE (API)) FRADIN Laurent - Procuration à GOMEZ, Jean-Marc ; (GIGNAT (API)) SANCHEZ Alexis (2) ; (GRANDEYROLLES (API)) AUBRY Médéric (2) ; (ISSOIRE (API)) PILLON Stéphane (2) - Procuration à ROUX, Bernard ; (JUMEAUX (API)) GAUTHIER Amandine (2) ; (LA CHAPELLE-SUR-USSON (API)) ASTIER Raymond (2) ; (LA ROCHE-BLANCHE (Commune)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-BLANCHE (Mond'Arverne)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-NOIRE (Mond'Arverne)) CHAMBADE Laura ; (LA SAUVETAT (Commune)) VERNIERES Gilles ; (LA SAUVETAT (Mond'Arverne)) BONHOMME Marie-Josèphe ; (LAMONTGIE (API)) COUAVOUX René (2) ; (LE BREUIL-SUR-COUZE (API)) SERVAYRE Hélène (2) ; (LE BROC (API)) SCIAUVAUD Michel (2) ; (LE CENDRE (CAM)) PONTRUCHER Bruno ; (LES MARTRES DE VEYRE (Commune)) HEYRAUD Damien ; (LES MARTRES DE VEYRE (Mond'Arverne)) HEYRAUD Damien ; (LES PRADEAUX (API)) AUREYRE Jean-François (2) ; (MADRIAT (API)) PELISSIER Didier ; (MAREUGHEOL (API)) NURIT Stéphane (2) ; (MEILHAUD (API)) CORRE Jean-Marie (2) ; (MIREFLEURS (Mond'Arverne)) NICOLAU Jacques ; (MORIAT (API)) ALRIC Jean-Louis (2) ; (NESCHERS (API)) DE FREITAS Pascal (2) ; (NONETTE - ORSONNETTE (API)) CHEVALIER Daniel (2) ; (ORCET (Commune)) DUCREUX Bernard ; (ORCET (Mond'Arverne)) DUCREUX Bernard ; (PARDINES (API)) PAGESSE Pierre (2) ; (PARENT (API)) BARODY Yves (2) ; (PARENTIGNAT (API)) JUAN Patrick (2) - Procuration à ASTIER, Raymond ; (PERRIER (API)) ROUX Bernard (2) ; (PESLIERES (API)) COSTON David (2) ; (PLAUZAT (API)) VAURE Robert (2) ; (ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND (API)) GOMEZ Jean-Marc ; (ROMAGNAT (CAM)) BARREIROS Nathalie ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Commune)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Mond'Arverne)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-BABEL (API)) ARCHIMBAUD Guy (2) ; (SAINT-DIERY (Commune)) BOILOT Dominique (2) ; (SAINTE-CATHERINE-DU-FRAISSE (Commune)) ROBIN Anne Marie ; (SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON (API)) RIGOULET Laurent (2) ; (SAINT-FLORET (API)) RESTOUEIX Daniel (2) ; (SAINT-GENÈS-LA-TOURETTE (API)) FRAISSE Pierre-Luc (2) ; (SAINT-GEORGES-SUR ALLIER (Mond'Arverne)) DUMONT Pierre ; (SAINT-GERMAIN LEMBRON (API)) ASTIER Christophe (2) ; (SAINT-GERVAZY (API)) TROUILLER Denis (2) ; (SAINT-HÉRENT (API)) CHAZALON Josiane ; (SAINT-JEAN-EN-VAL (API)) TOPENOT Benoît (2) ; (SAINT-MARTIN-D'OLLIÉRES (API)) RODIER Michel (2) ; (SAINT-PIERRE-COLAMINE (Commune)) PAPON Franck (2) ; (SAINT-QUENTIN-S/SAUXILLANGES (API)) GILBERT Jacques (2) ; (SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT (API)) BERGOUGNOUX Patrick (2) ; (SAINT-SANDOUX (Commune)) TYSSANDIER Martine ; (SAINT-SANDOUX (Mond'Arverne)) DOUSSON Didier ; (SAINT-SATURNIN (Mond'Arverne)) PERRIN Frédéric ; (SAINT-VINCENT (API)) COSTE Yves (2) ; (SAINT-YVOINE (API)) CHRISTIEN Cyrille (2) ; (SAURIER (API)) DOMINGUEZ Hilario (2) ; (SAUVAGNAT-STE-MARTHE (API)) TORONDEL Benoît (2) ; (USSON (API)) SAUVADET Marie-Hélène (2) ; (VALBELEIX (Commune)) PULBY Thierry (2) ; (VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF (API)) PILLITIERI Cyrille (2) - Procuration à COSTON, David ; (VERRIÈRES (API)) VERHOEVE Tim (2) ; (VEYRE-MONTON (Commune)) DESCOLLONGES Maxim ; (VIC LE COMTE (Commune)) GALVAING Jean-Yves ; (VIC LE COMTE (Mond'Arverne)) GALVAING Jean-Yves ; (VICHEL (API)) BOROT Annabelle (2) ; (VODABLE (API)) GERBER Corinne (2) - Procuration à BABIN, Fiona ; (YRONDE-ET-BURON (Commune)) RIOMET Laurent ; (YRONDE-ET-BURON (Mond'Arverne)) RIOMET Laurent

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

PROCÈS-VERBAL

ELECTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

L'an deux mille vingt-six, le 31 août à 9h, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le 6 août 2026, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence de Monsieur Raymond Astier, Président du SME.

OBJET : Constitution et installation de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Président rappelle que l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que : « Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique le titulaire est choisi par une commission d'Appel d'Offres (CAO) composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 ».

La CAO constitue donc une instance de décision pour l'attribution de ces marchés. Elle est composée du Président du SME ou de son représentant, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

Le Président rappelle qu'en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres titulaires et suppléants de la commission d'Appel d'Offres (CAO) sont élus par le Comité Syndical au scrutin de liste secret à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Déroulement du scrutin :

Recours au vote public

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, l'assemblée a été invitée à se prononcer sur le recours au vote public.

☐ L'assemblée a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée.

☒ L'unanimité n'étant pas réunie, il a été procédé à un scrutin secret.

Appel à candidatures

Le Président procède à l'appel à candidatures.

Les listes suivantes ont été déposées :

Liste n°1

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
BOILOT Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

Liste n°2

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**

Cas d'une liste unique

☒ Une seule liste ayant été déposée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

Résultats du scrutin

LISTE	SUFFRAGES
Liste n°1 présentée par M. ASTIER	144
Liste n°2	—
Abstention (s)	4
~~Ne prend pas part au vote (conflit d'intérêt)~~ Blancs	3
TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS	151
QUOTIENT ÉLECTORAL	

Répartition des sièges

Liste	Voix obtenues	Sièges au quotient	Reste	Sièges au plus fort reste	Total sièges
Liste n°1	144	5	-	-	5
Liste n°2					

Membres proclamés élus

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
Bolior Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

Le Président proclame élus les membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 24 septembre 2026, à ...9.. heures, 58... minutes, en double exemplaire a été, après lecture, signé par le président (ou son remplaçant) et le secrétaire.

Le Président,
Raymond ASTIER

Le secrétaire de séance,
Pierre-Luc FRAISSE

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_031-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 032/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : CREATION DE LA COMMISSION MARCHES PUBLICS A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) ET ELECTION DES MEMBRES
Annexe : procès-verbal d'élection

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 200**
Présents : 140
- *Titulaires : 114*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 49
Votants : 151

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 032/2026
Intérêt Commun

Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que, pour les marchés publics passés selon une procédure adaptée (MAPA), le Code de la commande publique ne prévoit pas l'intervention obligatoire de la Commission d'Appel d'Offres (CAO). Toutefois, afin de garantir la transparence des procédures, la collégialité dans l'analyse des offres et la cohérence des pratiques en matière de commande publique, il apparaît opportun de constituer une commission MAPA à titre permanent pour la durée du mandat.
Le Président précise que cette commission pourra être réunie, à sa demande, pour l'analyse des candidatures et des offres dans le cadre des marchés passés selon une procédure adaptée, ainsi que, le cas échéant, dans le cadre des groupements de commandes auxquels participe le syndicat en procédure adaptée. Il précise également que, lorsqu'elle aura été réunie pour l'attribution d'un marché, la commission MAPA sera également consultée pour tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant du marché supérieure à 5 %.

Le Président propose, dans un souci de simplification et de bonne administration, que la composition de cette commission MAPA soit identique à celle de la Commission d'Appel d'Offres du syndicat.

La commission MAPA serait ainsi composée du Président du SME ou de son représentant, ainsi que des membres titulaires et suppléants élus au sein de la CAO.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique et notamment les dispositions relatives aux marchés passés selon une procédure adaptée ;
Vu la délibération n° 039 du 24 septembre 2026 portant création et composition de la Commission d'Appel d'Offres du SME ;
Considérant la nécessité de disposer d'une instance chargée d'examiner les procédures de marchés passés selon une procédure adaptée (MAPA) ;
Considérant l'intérêt, dans un souci de cohérence et de simplification du fonctionnement des instances, de retenir une composition identique à celle de la Commission d'Appel d'Offres du SME ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- De créer une commission MAPA à titre permanent pour la durée du mandat ;
- De fixer la composition de la commission MAPA de manière identique à celle de la Commission d'Appel d'Offres du SME ;
- De préciser que la commission MAPA est ainsi composée comme suit :

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	Suppléants (5)
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
BOILOT Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

- D'une manière générale, d'autoriser le Président, à accomplir toute démarche et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 032/2026
Intérêt Commun

Votants : 151
- *Pour: 142*
- *Contre : 2*
- *Abstentions : 7*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Péroche
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

Création de la Commission Marchés publics à Procédure Adaptée (CMAPA) et éléction de ses membres	Adoptée

Intérêt commun			
Horaire	24/09/2026 09:59:40	Votants	151 voix
Scrutin	Public	A voté	151 voix
Majorité requise	Simple Majorité relative des voix exprimées	Exprimé / 100,00 %	144 voix
Pour		98,6 %	142 voix
Contre		1,4 %	2 voix
Abstention			7 voix
Ne prend pas part au vote			0 voix

Pour 142 voix

(ANTOINGT (API)) TERRANOVA Philippe (2) ; (AUBIÈRE (CAM)) VATIN Thierry ; (AUGNAT (API)) BONNET Stéphane ; (AULHAT – FLAT (API)) COUDERT Bernard (2) ; (BANSAT (API)) MALORON Annie (2) ; (BEAULIEU (API)) DE DINECHIN Pierre (2) ; (BERGONNE (API)) DYNDAS Eric (2) ; (BOUDES (API)) NUNEZ-ORTIN Samuel (2) ; (CHADELEUF (API)) BAPTISSARD Isabelle (2) ; (CHALUS (API)) BABIN Fiona (2) ; (CHAMPAGNAT-LE-JEUNE (API)) BARDY André (2) ; (CHAMPEIX (API)) MARTIN Jean-Noël (2) ; (CHARBONNIER-LES-MINES (API)) DE SOUSA Jorge (2) ; (CHASSAGNE (API)) MINGON Monique ; (COLLANGES (API)) MARCHAT Sébastien (2) - Procuration à BONNET Stéphane ; (COMPAINS (Commune)) VIVIEN Pascal (2) ; (CORENT (Commune)) GOURBEYRE Bernard ; (CORENT (Mond'Arverne)) GOURBEYRE Bernard ; (COUDES (API)) LE MARREC Laurys (2) ; (COURGOUL (API)) CHAUNIER Sébastien (2) ; (DAUZAT-SUR-VODABLE (API)) FRADIN Laurent - Procuration à GOMEZ Jean-Marc ; (GIGNAT (API)) SANCHEZ Alexis (2) ; (GRANDEYROLLES (API)) AUBRY Médéric (2) ; (ISSOIRE (API)) PILLON Stéphane (2) - Procuration à ROUX Bernard ; (JUMEAUX (API)) GAUTHIER Amandine (2) ; (LA CHAPELLE-SUR-USSON (API)) ASTIER Raymond (2) ; (LA ROCHE-BLANCHE (Commune)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-BLANCHE (Mond'Arverne)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-NOIRE (Mond'Arverne)) CHAMBADE Laura ; (LA SAUVETAT (Commune)) VERNIERES Gilles ; (LA SAUVETAT (Mond'Arverne)) BONHOMME Marie-Josèphe ; (LAMONTGIE (API)) COUAVOUX René (2) ; (LE BREUIL-SUR-COUZE (API)) SERVAYRE Hélène (2) ; (LE BROC (API)) SCIAUVAUD Michel (2) ; (LE CENDRE (CAM)) PONTRUCHER Bruno ; (LES MARTRES DE VEYRE (Commune)) HEYRAUD Damien ; (LES MARTRES DE VEYRE (Mond'Arverne)) HEYRAUD Damien ; (LES PRADEAUX (API)) AUREYRE Jean-François (2) ; (MADRIAT (API)) PELISSIER Didier ; (MAREUGHEOL (API)) NURIT Stéphane (2) ; (MEILHAUD (API)) CORRE Jean-Marie (2) ; (MORIAT (API)) ALRIC Jean-Louis (2) ; (NESCHERS (API)) DE FREITAS Pascal (2) ; (NONETTE - ORSONNETTE (API)) CHEVALIER Daniel (2) ; (ORCET (Commune)) DUCREUX Bernard ; (ORCET (Mond'Arverne)) DUCREUX Bernard ; (PARDINES (API)) PAGESSE Pierre (2) ; (PARENT (API)) BARODY Yves (2) ; (PARENTIGNAT (API)) JUAN Patrick (2) - Procuration à ASTIER Raymond ; (PERRIER (API)) ROUX Bernard (2) ; (PESLIERES (API)) COSTON David (2) ; (PLAUZAT (API)) VAURE Robert (2) ; (ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND (API)) GOMEZ Jean-Marc ; (ROMAGNAT (CAM)) BARREIROS Nathalie ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Commune)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Mond'Arverne)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-BABEL (API)) ARCHIMBAUD Guy (2) ; (SAINT-DIERY (Commune)) BOILOT Dominique (2) ; (SAINTE-CATHERINE-DU-FRAISSE (Commune)) ROBIN Anne Marie ; (SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON (API)) RIGOULET Laurent (2) ; (SAINT-FLORET (API)) RESTOUEIX Daniel (2) ; (SAINT-GENÈS-LA-TOURETTE (API)) FRAISSE Pierre-Luc (2) ; (SAINT-GEORGES-SUR ALLIER (Mond'Arverne)) DUMONT Pierre ; (SAINT-HÉRENT (API)) CHAZALON Josiane ; (SAINT-JEAN-EN-VAL (API)) TOPENOT Benoît (2) ; (SAINT-MARTIN-D'OLLIÉRES (API)) RODIER Michel (2) ; (SAINT-PIERRE-COLAMINE (Commune)) PAPON Franck (2) ; (SAINT-QUENTIN-S/SAUXILLANGES (API)) GILBERT Jacques (2) ; (SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT (API)) BERGOUGNOUX Patrick (2) ; (SAINT-SANDOUX (Commune)) TYSSANDIER Martine ; (SAINT-SANDOUX (Mond'Arverne)) DOUSSON Didier ; (SAINT-SATURNIN (Mond'Arverne)) PERRIN Frédéric ; (SAINT-VINCENT (API)) COSTE Yves (2) ; (SAINT-YVOINE (API)) CHRISTIEN Cyrille (2) ; (SAURIER (API)) DOMINGUEZ Hilario (2) ; (SAUVAGNAT-STE-MARTHE (API)) TORONDEL Benoît (2) ; (USSON (API)) SAUVADET Marie-Hélène (2) ; (VALBELEIX (Commune)) PULBY Thierry (2) ; (VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF (API)) PILLITIERI Cyrille (2) - Procuration à COSTON David ; (VERRIÈRES (API)) VERHOEVE Tim (2) ; (VEYRE-MONTON (Commune)) DESCOLLONGES Maxim ; (VIC LE COMTE (Commune)) GALVAING Jean-Yves ; (VIC LE COMTE (Mond'Arverne)) GALVAING Jean-Yves ; (VICHEL (API)) BOROT Annabelle (2) ; (VODABLE (API)) GERBER Corinne (2) - Procuration à BABIN Fiona ; (YRONDE-ET-BURON (Commune)) RIOMET Laurent ; (YRONDE-ET-BURON (Mond'Arverne)) RIOMET Laurent

Contre 2 voix

(CLÉMENSAT (API)) SILVESTRI Jacques (2)

Abstention 7 voix

(AYDAT (Commune)) GUITTARD Dominique ; (AYDAT (Mond'Arverne)) GUITTARD Dominique ; (MIREFLEURS (Mond'Arverne)) NICOLAU Jacques ; (SAINT-GERMAIN LEMBRON (API)) ASTIER Christophe (2) ; (SAINT-GERVAZY (API)) TROUILLER Denis (2)

Ne prend pas part au vote 0 voix

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU

de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

PROCÈS-VERBAL

ELECTION DE LA COMMISSION MARCHES PUBLICS A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

L'an deux mille vingt-six, le 31 août à 9h, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le 6 août 2026, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence de Monsieur Raymond Astier, Président du SME.

OBJET : Constitution et installation de la Commission Marchés publics à procédure adaptées (MAPA).

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Président rappelle que, pour les marchés publics passés selon une procédure adaptée (MAPA), le Code de la commande publique ne prévoit pas l'intervention obligatoire de la Commission d'Appel d'Offres (CAO). Toutefois, afin de garantir la transparence des procédures, la collégialité dans l'analyse des offres et la cohérence des pratiques en matière de commande publique, il apparaît opportun de constituer une commission MAPA à titre permanent pour la durée du mandat.

Le Président propose, dans un souci de simplification et de bonne administration, que la composition de cette commission MAPA soit identique à celle de la Commission d'Appel d'Offres du syndicat.

La commission MAPA serait ainsi composée du Président du SME ou de son représentant, ainsi que des membres titulaires et suppléants élus au sein de la CAO.

Le Président précise que cette commission pourra être réunie, à sa demande, pour l'analyse des candidatures et des offres dans le cadre des marchés passés selon une procédure adaptée, ainsi que, le cas échéant, dans le cadre des groupements de commandes auxquels participe le syndicat en procédure adaptée. Il précise également que, lorsqu'elle aura été réunie pour l'attribution d'un marché, la commission MAPA sera également consultée pour tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant du marché supérieure à 5 %.

Déroulement du scrutin :

Recours au vote public

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, l'assemblée a été invitée à se prononcer sur le recours au vote public.

☐ L'assemblée a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée.

☒ L'unanimité n'étant pas réunie, il a été procédé à un scrutin secret.

Appel à candidatures

Le Président procède à l'appel à candidatures.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

Les listes suivantes ont été déposées :

Liste n°1

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
BOILOT Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

Liste n°2

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**

Cas d'une liste unique

☒ Une seule liste ayant été déposée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

Résultats du scrutin

LISTE	SUFFRAGES
Liste n°1	142
Liste n°2	0
Abstention (s)	7
~~Ne prend pas part au vote (conflit d'intérêt)~~ Contre	2
TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS	151
QUOTIENT ÉLECTORAL	

Répartition des sièges

Liste	Voix obtenues	Sièges au quotient	Reste	Sièges au plus fort reste	Total sièges
Liste n°1	142	5	-	-	5
Liste n°2					

Membres proclamés élus

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	BABIN Fiona
SERVAYRE Hélène	LE MARREC Laurys
BOILOT Dominique	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
DE DINECHIN Pierre	DE FREITAS Pascal

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

Le Président proclame élus les membres de la Commission Marchés Publics à Procédure Adaptée.

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 24 septembre 2026, à 10. heures, 01. minutes, en double exemplaire a été, après lecture, signé par le président (ou son remplaçant) et le secrétaire.

Le Président,
Raymond ASTIER

Le secrétaire de séance,
Pierre-Luc FRAISSE

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_032-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 033/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : CREATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) ET ELECTION DES MEMBRES
Annexe : procès-verbal d'élection

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 200**
Présents : 140
- *Titulaires : 114*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 49
Votants : 151

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 033/2026
Intérêt Commun

BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit la création, au sein des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants, d'une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

La CCSPL a pour vocation d'associer les usagers au fonctionnement des services publics locaux et de renforcer l'information ainsi que la transparence des modes de gestion des services publics.

Elle est notamment consultée pour avis sur :
- tout projet de délégation de service public ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- tout projet de partenariat ou de participation du service public ;
- le rapport annuel établi par les délégataires de service public ;
- le rapport sur le prix et la qualité du service public concerné.

Lorsque la CCSPL est consultée pour avis par l'organe délibérant, et en application de l'article L. 1413-1 du CGCT, il est proposé de donner délégation au Président, durant l'exercice de son mandat, pour saisir la CCSPL pour avis sur les projets précités.
La CCSPL est présidée par le Président du Syndicat ou son représentant. Il est proposé qu'elle soit composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants choisis parmi les membres du comité syndical, du comptable public du SME, d'un représentant de l'État chargé de la concurrence et d'un représentant de l'association « QUE CHOISIR ENSEMBLE ».

Les textes ne comportant pas de dispositions spécifiques quant aux membres suppléants de la CCSPL, il est proposé de procéder, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des titulaires. À l'exception de son Président, les membres titulaires et suppléants de la commission sont désignés par et parmi les membres du comité syndical. Conformément aux dispositions du CGCT, les membres titulaires et suppléants issus du comité syndical sont désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle.

Il est proposé de retenir les règles relatives à l'élection des membres de la Commission de délégation de service public (CDSP) et de la Commission d'appel d'offres (CAO), à savoir un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

L'élection a lieu au scrutin secret, sauf accord unanime contraire du comité syndical.

L'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes. L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste. Il est donc proposé de déposer les listes de candidats après appel à candidatures.

Si, après appel à candidatures, une seule liste est présentée, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste présentée, et il en est donné lecture par le Président de l'assemblée délibérante.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1413-1 et L.2121-21,
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,
Considérant l'obligation pour le SME de disposer d'une commission consultative des services publics locaux,

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 033/2026
Intérêt Commun

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- De créer une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) à titre permanent, pour la durée du mandat ;
- Après le bon déroulé des opérations de vote et compte tenu des résultats du scrutin, de proclamer les délégués élus, membres de la CCSPL et approuver sa composition comme suit :

Président ou son représentant	
Membres du comité syndical	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTRUCHER Bruno	BONNET Stéphane
FRAISSE Pierre Luc	BOILOT Dominique
VIAL Christophe	AMBLARD Philippe
PILLON Stéphane	ARCHIMBAUD Guy
NUNEZ ORTIN Samuel	MALORON Annie
Autres membres	
Comptable Public de la collectivité	
Représentant de l'association « QUE CHOISIR ENSEMBLE »	
Représentant de l'Etat chargé de la concurrence	

- De donner délégation au Président pour saisir, pendant la durée de son mandat, la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour avis dans tous les cas prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- D'une manière générale, d'autoriser le Président, à accomplir toute démarche et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Votants : 151
- *Liste unique présentée par M. ASTIER Raymond : 145*
- *Blancs : 2*
- *Abstentions : 4*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

Création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et éléction de ses membres			Votée
Intérêt commun			
Horaire	24/09/2026 10:02:42	Votants	151 voix
Scrutin	Secret	A voté	151 voix
Majorité requise	Sans décision Sans décision	Exprimé / 100,00 %	145 voix
Liste présentée par ASTIER Raymond		100,0 %	145 voix
Blanc			2 voix
Abstention			4 voix
A voté			151 voix

(ANTOINGT (API)) TERRANOVA Philippe (2) ; (AUBIÈRE (CAM)) VATIN Thierry ; (AUGNAT (API)) BONNET Stéphane ; (AULHAT – FLAT (API)) COUDERT Bernard (2) ; (AYDAT (Commune)) GUITTARD Dominique ; (AYDAT (Mond'Arverne)) GUITTARD Dominique ; (BANSAT (API)) MALORON Annie (2) ; (BEAULIEU (API)) DE DINECHIN Pierre (2) ; (BERGONNE (API)) DYNDAS Eric (2) ; (BOUDES (API)) NUNEZ-ORTIN Samuel (2) ; (CHADELEUF (API)) BAPTISSARD Isabelle (2) ; (CHALUS (API)) BABIN Fiona (2) ; (CHAMPAGNAT-LE-JEUNE (API)) BARDY André (2) ; (CHAMPEIX (API)) MARTIN Jean-Noël (2) ; (CHARBONNIER-LES-MINES (API)) DE SOUSA Jorge (2) ; (CHASSAGNE (API)) MINGON Monique ; (CLÉMENSAT (API)) SILVESTRI Jacques (2) ; (COLLANGES (API)) MARCHAT Sébastien (2) - Procuration à BONNET, Stéphane ; (COMPAINS (Commune)) VIVIEN Pascal (2) ; (CORENT (Commune)) GOURBEYRE Bernard ; (CORENT (Mond'Arverne)) GOURBEYRE Bernard ; (COUDES (API)) LE MARREC Laurys (2) ; (COURGOUL (API)) CHAUNIER Sébastien (2) ; (DAUZAT-SUR-VODABLE (API)) FRADIN Laurent - Procuration à GOMEZ, Jean-Marc ; (GIGNAT (API)) SANCHEZ Alexis (2) ; (GRANDEYROLLES (API)) AUBRY Médéric (2) ; (ISSOIRE (API)) PILLON Stéphane (2) - Procuration à ROUX, Bernard ; (JUMEAUX (API)) GAUTHIER Amandine (2) ; (LA CHAPELLE-SUR-USSON (API)) ASTIER Raymond (2) ; (LA ROCHE-BLANCHE (Commune)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-BLANCHE (Mond'Arverne)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-NOIRE (Mond'Arverne)) CHAMBADE Laura ; (LA SAUVETAT (Commune)) VERNIERES Gilles ; (LA SAUVETAT (Mond'Arverne)) BONHOMME Marie-Josèphe ; (LAMONTGIE (API)) COUAVOUX René (2) ; (LE BREUIL-SUR-COUZE (API)) SERVAYRE Hélène (2) ; (LE BROC (API)) SCIAUVAUD Michel (2) ; (LE CENDRE (CAM)) PONTRUCHER Bruno ; (LES MARTRES DE VEYRE (Commune)) HEYRAUD Damien ; (LES MARTRES DE VEYRE (Mond'Arverne)) HEYRAUD Damien ; (LES PRADEAUX (API)) AUREYRE Jean-François (2) ; (MADRIAT (API)) PELISSIER Didier ; (MAREUGHEOL (API)) NURIT Stéphane (2) ; (MEILHAUD (API)) CORRE Jean-Marie (2) ; (MIREFLEURS (Mond'Arverne)) NICOLAU Jacques ; (MORIAT (API)) ALRIC Jean-Louis (2) ; (NESCHERS (API)) DE FREITAS Pascal (2) ; (NONETTE - ORSONNETTE (API)) CHEVALIER Daniel (2) ; (ORCET (Commune)) DUCREUX Bernard ; (ORCET (Mond'Arverne)) DUCREUX Bernard ; (PARDINES (API)) PAGESSE Pierre (2) ; (PARENT (API)) BARODY Yves (2) ; (PARENTIGNAT (API)) JUAN Patrick (2) - Procuration à ASTIER, Raymond ; (PERRIER (API)) ROUX Bernard (2) ; (PESLIERES (API)) COSTON David (2) ; (PLAUZAT (API)) VAURE Robert (2) ; (ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND (API)) GOMEZ Jean-Marc ; (ROMAGNAT (CAM)) BARREIROS Nathalie ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Commune)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Mond'Arverne)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-BABEL (API)) ARCHIMBAUD Guy (2) ; (SAINT-DIERY (Commune)) BOILOT Dominique (2) ; (SAINTE-CATHERINE-DU-FRAISSE (Commune)) ROBIN Anne Marie ; (SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON (API)) RIGOULET Laurent (2) ; (SAINT-FLORET (API)) RESTOUEIX Daniel (2) ; (SAINT-GENÈS-LA-TOURETTE (API)) FRAISSE Pierre-Luc (2) ; (SAINT-GEORGES-SUR ALLIER (Mond'Arverne)) DUMONT Pierre ; (SAINT-GERMAIN LEMBRON (API)) ASTIER Christophe (2) ; (SAINT-GERVAZY (API)) TROUILLER Denis (2) ; (SAINT-HÉRENT (API)) CHAZALON Josiane ; (SAINT-JEAN-EN-VAL (API)) TOPENOT Benoît (2) ; (SAINT-MARTIN-D'OLLIÉRES (API)) RODIER Michel (2) ; (SAINT-PIERRE-COLAMINE (Commune)) PAPON Franck (2) ; (SAINT-QUENTIN-S/SAUXILLANGES (API)) GILBERT Jacques (2) ; (SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT (API)) BERGOUGNOUX Patrick (2) ; (SAINT-SANDOUX (Commune)) TYSSANDIER Martine ; (SAINT-SANDOUX (Mond'Arverne)) DOUSSON Didier ; (SAINT-SATURNIN (Mond'Arverne)) PERRIN Frédéric ; (SAINT-VINCENT (API)) COSTE Yves (2) ; (SAINT-YVOINE (API)) CHRISTIEN Cyrille (2) ; (SAURIER (API)) DOMINGUEZ Hilario (2) ; (SAUVAGNAT-STE-MARTHE (API)) TORONDEL Benoît (2) ; (USSON (API)) SAUVADET Marie-Hélène (2) ; (VALBELEIX (Commune)) PULBY Thierry (2) ; (VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF (API)) PILLITIERI Cyrille (2) - Procuration à COSTON, David ; (VERRIÈRES (API)) VERHOEVE Tim (2) ; (VEYRE-MONTON (Commune)) DESCOLLONGES Maxim ; (VIC LE COMTE (Commune)) GALVAING Jean-Yves ; (VIC LE COMTE (Mond'Arverne)) GALVAING Jean-Yves ; (VICHEL (API)) BOROT Annabelle (2) ; (VODABLE (API)) GERBER Corinne (2) - Procuration à BABIN, Fiona ; (YRONDE-ET-BURON (Commune)) RIOMET Laurent ; (YRONDE-ET-BURON (Mond'Arverne)) RIOMET Laurent

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU

de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

PROCÈS-VERBAL

ELECTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

L'an deux mille vingt-six, le 31 août à 9h, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le 6 août 2026, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence de Monsieur Raymond Astier, Président du SME.

OBJET : Constitution et installation de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

OBJET : Constitution et installation de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Président rappelle que l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit la création, au sein des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants, d'une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission a pour vocation d'associer les usagers au fonctionnement des services publics locaux et de renforcer l'information ainsi que la transparence des modes de gestion des services publics. Elle est notamment consultée pour avis sur :

- Tout projet de délégation de service public ;
- Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- Tout projet de partenariat ou de participation du service public ;
- Le rapport annuel établi par les délégataires de service public ;
- Le rapport sur le prix et la qualité du service public concerné.

Le Président précise que la CCSPL est présidée par le Président du syndicat ou son représentant et comprend, en nombre égal, des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, ainsi que des représentants d'associations locales nommés par l'assemblée délibérante.

Afin de répondre aux obligations réglementaires applicables au syndicat et de permettre l'association des usagers aux réflexions relatives à la gestion des services publics locaux, il est proposé au Comité de créer une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour la durée du mandat.
Il est également proposé de fixer la composition de cette commission et de procéder à la désignation de ses membres lors de la présente séance.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

Les textes ne comportant pas de dispositions spécifiques quant aux membres suppléants de la CCSPL, il est proposé de procéder selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de titulaires.

À l'exception de son président, les membres titulaires ainsi que les membres suppléants de la commission sont désignés par et parmi les membres du comité syndical.

Le Président propose que cette commission soit composée ainsi :

- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants choisis parmi les membres du Comité Syndical.
- Le comptable public du SME ;
- Un représentant de l'Etat chargé de la concurrence
- Un représentant de l'association « QUE CHOISIR ENSEMBLE »

Conformément aux dispositions du CGCT, les membres titulaires et suppléants issus du comité syndical sont désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle.

Déroulement du scrutin :

Recours au vote public

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, l'assemblée a été invitée à se prononcer sur le recours au vote public.

☐ L'assemblée a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée.

☒ L'unanimité n'étant pas réunie, il a été procédé à un scrutin secret.

Appel à candidatures

Le Président procède à l'appel à candidatures.

Les listes suivantes ont été déposées :

Liste n°1

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTRUCHER Bruno	BONNET Stéphane
FRAISSE Pierre-Luc	FRAISSE Pierre-Luc
VIAL Christophe	AMBLARD Philippe
PILLON Stéphane	ARCHIMBAUD Guy
NUÑEZ-ORTIN Samuel	MALORON Annie
Autres membres	
Comptable Public de la collectivité	
Représentant de l'Association « QUE CHOISIR ENSEMBLE »	
Représentant de l'Etat chargé de la concurrence	

Liste n°2

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
Autres membres	
Comptable Public de la collectivité	
Représentant de l'Association « QUE CHOISIR ENSEMBLE »	
Représentant de l'Etat chargé de la concurrence	

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

Cas d'une liste unique

☒ Une seule liste ayant été déposée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

Résultats du scrutin

LISTE	SUFFRAGES
Liste n°1 Présentée par M. ASTIER	145
Liste n°2	-
Abstention (s)	4
~~Ne prend pas part au vote (conflit d'intérêt)~~ Remi	2
TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS	151
QUOTIENT ÉLECTORAL	

Répartition des sièges

Liste	Voix obtenues	Sièges au quotient	Reste	Sièges au plus fort reste	Total sièges
Liste n°1	145	5	-	-	5
Liste n°2					

Membres proclamés élus

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTAUCHER Bruno	BONNET Stéphane
FRAISSE Pierre-Luc	Boilot Dominique
VIAL Christophe	AMBLARD Philippe
PILLON Stéphane	ARCHIMBAUD Guy
NUÑEZ ORTIN Samuel	MALORON Annie

Le Président proclame élus les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux .

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 24 septembre 2026, à 10 heures, 03 minutes, en double exemplaire a été, après lecture, signé par le président (ou son remplaçant) et le secrétaire.

Le Président,
Raymond ASTIER

Le secrétaire de séance,
Pierre-Luc FRAISSE

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_033-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 034/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : CREATION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) ET ELECTION DES MEMBRES
Annexe : procès-verbal d'élection

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 200**
Présents : 140
- *Titulaires : 114*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 49
Votants : 151

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis	COUAVOUX René	NURIT Stéphane
ARCHIMBAUD Guy	COUDERT Bernard	PAGESSE Pierre
ASTIER Christophe	DE FREITAS Pascal	PELISSIER Didier
ASTIER Raymond	DESCOLLONGES Maxim	PONTRUCHER Bruno
AUBRY Médéric	DOMINGUEZ Hilario	RESTOUEIX Daniel
AUREYRE Jean-François	DOUSSON Didier	RIGOULET Laurent
BABIN Fiona	DUMONT Pierre	RIOMET Laurent
BAPTISSARD Isabelle	DUPONT DE DINECHIN Pierre	RODIER Michel
BARDY André	FRAISSE Pierre-Luc	ROUX Bernard
BERGOUGNOUX Patrick	GALVAING Jean-Yves	SANCHEZ Alexis
BOILOT Dominique	GAUTHIER Amandine	SAUVADET Marie-Hélène
BONHOMME Jean-Louis	GILBERT Jacques	SERVAYRE Hélène
BONNET Stéphane	GOMEZ Jean-Marc	SILVESTRI Jacques
BOROT Annabelle	GOURBEYRE Bernard	TOPENOT Benoît
CHAMBADE Laura	GUITTARD Dominique	TORONDEL Benoît
CHAUNIER Sébastien	HEYRAUD Damien	TROUILLER Denis
CHAZALON Josiane	LE MARREC Laurys	TYSSANDIER Martine
CHEVALIER Daniel	MALBRUNOT Marie-Hélène	VATIN Thierry
CORRE Jean-Marie	MALORON Annie	VERHOEVE Tim
COSTE Yves	NICOLAU Jacques	VERNIERES Gilles
COSTON David	NUNEZ-ORTIN Samuel	VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 034/2026
Intérêt Commun

Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que la Commission de délégation de service public (CDSP) est compétente pour analyser les dossiers de candidatures, dresser la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.
La CDSP constitue également une instance chargée d'analyser les offres et d'émettre un avis sur celles-ci, ainsi que de donner son avis sur tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %. L'assemblée délibérante qui statue sur le projet d'avenant est préalablement informée de cet avis.

Elle est composée du Président du SME ou de son représentant, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus parmi les membres du comité syndical.
Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal. Peuvent également participer, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le Président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Le Président rappelle qu'en application des dispositions du CGCT, les membres titulaires et suppléants de la CDSP sont élus par le comité syndical au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

L'élection a lieu au scrutin secret. Le comité syndical peut décider à l'unanimité que le scrutin soit public.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires.

L'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes. Il est donc proposé de déposer les listes de candidats après appel à candidatures.

Si, après appel à candidatures, une seule liste est présentée, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste présentée, le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président de l'assemblée délibérante.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le code de la commande publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1411-5, L. 2121-21, L. 3121-15 et D. 1411-3 à D. 1411-5 ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- De créer une Commission de Délégation de Service Public (CDSP) à titre permanent, pour la durée du mandat ;
- Après le bon déroulé des opérations de vote et compte tenu des résultats du scrutin, de proclamer les délégués élus, membres de la CDSP et approuver sa composition comme suit :

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	ROUX Frédéric
HEYRAUD Damien	BONNET Stéphane
PONTRUCHER Bruno	FRAISSE Pierre Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 034/2026
Intérêt Commun

Votants : 151
- *Liste unique présentée par M. ASTIER Raymond : 145*
- *Blancs : 0*
- *Abstentions : 6*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER



REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

Création de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) et élection de ses membres			Votée
Intérêt commun			
Horaire	24/09/2026 10:04:38	Votants	151 voix
Scrutin	Secret	A voté	151 voix
Majorité requise	Sans décision Sans décision	Exprimé / 100,00 %	145 voix
Liste présentée par ASTIER Raymond		100,0 %	145 voix
Blanc			0 voix
Abstention			6 voix
A voté			151 voix

(ANTOINGT (API)) TERRANOVA Philippe (2) ; (AUBIÈRE (CAM)) VATIN Thierry ; (AUGNAT (API)) BONNET Stéphane ; (AULHAT – FLAT (API)) COUDERT Bernard (2) ; (AYDAT (Commune)) GUITTARD Dominique ; (AYDAT (Mond'Arverne)) GUITTARD Dominique ; (BANSAT (API)) MALORON Annie (2) ; (BEAULIEU (API)) DE DINECHIN Pierre (2) ; (BERGONNE (API)) DYNDAS Eric (2) ; (BOUDES (API)) NUNEZ-ORTIN Samuel (2) ; (CHADELEUF (API)) BAPTISSARD Isabelle (2) ; (CHALUS (API)) BABIN Fiona (2) ; (CHAMPAGNAT-LE-JEUNE (API)) BARDY André (2) ; (CHAMPEIX (API)) MARTIN Jean-Noël (2) ; (CHARBONNIER-LES-MINES (API)) DE SOUSA Jorge (2) ; (CHASSAGNE (API)) MINGON Monique ; (CLÉMENSAT (API)) SILVESTRI Jacques (2) ; (COLLANGES (API)) MARCHAT Sébastien (2) - Procuration à BONNET, Stéphane ; (COMPAINS (Commune)) VIVIEN Pascal (2) ; (CORENT (Commune)) GOURBEYRE Bernard ; (CORENT (Mond'Arverne)) GOURBEYRE Bernard ; (COUDES (API)) LE MARREC Laurys (2) ; (COURGOUL (API)) CHAUNIER Sébastien (2) ; (DAUZAT-SUR-VODABLE (API)) FRADIN Laurent - Procuration à GOMEZ, Jean-Marc ; (GIGNAT (API)) SANCHEZ Alexis (2) ; (GRANDEYROLLES (API)) AUBRY Médéric (2) ; (ISSOIRE (API)) PILLON Stéphane (2) - Procuration à ROUX, Bernard ; (JUMEAUX (API)) GAUTHIER Amandine (2) ; (LA CHAPELLE-SUR-USSON (API)) ASTIER Raymond (2) ; (LA ROCHE-BLANCHE (Commune)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-BLANCHE (Mond'Arverne)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-NOIRE (Mond'Arverne)) CHAMBADE Laura ; (LA SAUVETAT (Commune)) VERNIERES Gilles ; (LA SAUVETAT (Mond'Arverne)) BONHOMME Marie-Josèphe ; (LAMONTGIE (API)) COUAVOUX René (2) ; (LE BREUIL-SUR-COUZE (API)) SERVAYRE Hélène (2) ; (LE BROC (API)) SCIAUVAUD Michel (2) ; (LE CENDRE (CAM)) PONTRUCHER Bruno ; (LES MARTRES DE VEYRE (Commune)) HEYRAUD Damien ; (LES MARTRES DE VEYRE (Mond'Arverne)) HEYRAUD Damien ; (LES PRADEAUX (API)) AUREYRE Jean-François (2) ; (MADRIAT (API)) PELISSIER Didier ; (MAREUGHEOL (API)) NURIT Stéphane (2) ; (MEILHAUD (API)) CORRE Jean-Marie (2) ; (MIREFLEURS (Mond'Arverne)) NICOLAU Jacques ; (MORIAT (API)) ALRIC Jean-Louis (2) ; (NESCHERS (API)) DE FREITAS Pascal (2) ; (NONETTE - ORSONNETTE (API)) CHEVALIER Daniel (2) ; (ORCET (Commune)) DUCREUX Bernard ; (ORCET (Mond'Arverne)) DUCREUX Bernard ; (PARDINES (API)) PAGESSE Pierre (2) ; (PARENT (API)) BARODY Yves (2) ; (PARENTIGNAT (API)) JUAN Patrick (2) - Procuration à ASTIER, Raymond ; (PERRIER (API)) ROUX Bernard (2) ; (PESLIERES (API)) COSTON David (2) ; (PLAUZAT (API)) VAURE Robert (2) ; (ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND (API)) GOMEZ Jean-Marc ; (ROMAGNAT (CAM)) BARREIROS Nathalie ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Commune)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Mond'Arverne)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-BABEL (API)) ARCHIMBAUD Guy (2) ; (SAINT-DIERY (Commune)) BOILOT Dominique (2) ; (SAINTE-CATHERINE-DU-FRAISSE (Commune)) ROBIN Anne Marie ; (SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON (API)) RIGOULET Laurent (2) ; (SAINT-FLORET (API)) RESTOUEIX Daniel (2) ; (SAINT-GENÈS-LA-TOURETTE (API)) FRAISSE Pierre-Luc (2) ; (SAINT-GEORGES-SUR ALLIER (Mond'Arverne)) DUMONT Pierre ; (SAINT-GERMAIN LEMBRON (API)) ASTIER Christophe (2) ; (SAINT-GERVAZY (API)) TROUILLER Denis (2) ; (SAINT-HÉRENT (API)) CHAZALON Josiane ; (SAINT-JEAN-EN-VAL (API)) TOPENOT Benoît (2) ; (SAINT-MARTIN-D'OLLIÉRES (API)) RODIER Michel (2) ; (SAINT-PIERRE-COLAMINE (Commune)) PAPON Franck (2) ; (SAINT-QUENTIN-S/SAUXILLANGES (API)) GILBERT Jacques (2) ; (SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT (API)) BERGOUGNOUX Patrick (2) ; (SAINT-SANDOUX (Commune)) TYSSANDIER Martine ; (SAINT-SANDOUX (Mond'Arverne)) DOUSSON Didier ; (SAINT-SATURNIN (Mond'Arverne)) PERRIN Frédéric ; (SAINT-VINCENT (API)) COSTE Yves (2) ; (SAINT-YVOINE (API)) CHRISTIEN Cyrille (2) ; (SAURIER (API)) DOMINGUEZ Hilario (2) ; (SAUVAGNAT-STE-MARTHE (API)) TORONDEL Benoît (2) ; (USSON (API)) SAUVADET Marie-Hélène (2) ; (VALBELEIX (Commune)) PULBY Thierry (2) ; (VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF (API)) PILLITIERI Cyrille (2) - Procuration à COSTON, David ; (VERRIÈRES (API)) VERHOEVE Tim (2) ; (VEYRE-MONTON (Commune)) DESCOLLONGES Maxim ; (VIC LE COMTE (Commune)) GALVAING Jean-Yves ; (VIC LE COMTE (Mond'Arverne)) GALVAING Jean-Yves ; (VICHEL (API)) BOROT Annabelle (2) ; (VODABLE (API)) GERBER Corinne (2) - Procuration à BABIN, Fiona ; (YRONDE-ET-BURON (Commune)) RIOMET Laurent ; (YRONDE-ET-BURON (Mond'Arverne)) RIOMET Laurent

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU

de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

PROCÈS-VERBAL

ELECTION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSPL)

L'an deux mille vingt-six, le 31 août à 9h, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le 6 août 2026, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence de Monsieur Raymond Astier, Président du SME.

OBJET : Constitution et installation de la Commission de Délégation de Service Public.

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Président rappelle que la CDSP est compétente pour analyser les dossiers de candidatures, dresser la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, analyser les offres et émettre un avis sur celles-ci, ainsi que pour donner son avis sur tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieur à 5%. L'assemblée délibérante qui statue sur le projet d'avenant est préalablement informée de cet avis.

Dans un département, une commune de 3 500 habitants et plus, un établissement public, la commission de délégation de service public est composée par l'autorité habilitée à signer ou son représentant, président, et par 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein. L'élection a lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel et au scrutin secret. L'assemblée peut décider à l'unanimité que le scrutin soit public. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires. Le Président propose que ce scrutin soit public.
Si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président de l'assemblée délibérante.

Déroulement du scrutin :

Recours au vote public
Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, l'assemblée a été invitée à se prononcer sur le recours au vote public.

☐ L'assemblée a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée.

☒ L'unanimité n'étant pas réunie, il a été procédé à un scrutin secret.

Appel à candidatures
Le Président procède à l'appel à candidatures.

Les listes suivantes ont été déposées :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

Liste n°1

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TYSSANDIER Martine	ROUX Frédéric
HEYRAUD Damien	BONNET Stéphane
PONTRUCHER Brunon	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

Liste n°2

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**

Cas d'une liste unique

☒ Une seule liste ayant été déposée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

Résultats du scrutin

LISTE	SUFFRAGES
Liste n°1 présentée par M. ASTIER	145
Liste n°2	-
Abstention (s)	6
~~Ne prend pas part au vote (conflit d'intérêt)~~ Blanc	0
TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS	
QUOTIENT ÉLECTORAL	151

Répartition des sièges

Liste	Voix obtenues	Sièges au quotient	Reste	Sièges au plus fort reste	Total sièges
Liste n°1	145	5	-	-	5
Liste n°2					

Membres proclamés élus

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
TISSANDIER Martine	ROUX Frédéric
HEYRAUD Damien	BONNET Stéphane
PONTRUCHER Bruno	FRAISSE Pierre-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

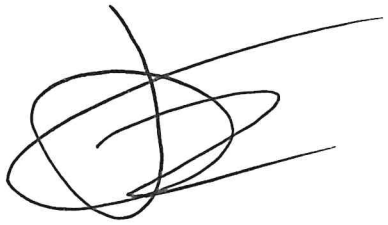
REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

Le Président proclame élus les membres de la Commission de Délégation de Service Public.

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 24 septembre 2026, à 10 heures, 07 minutes, en double exemplaire a été, après lecture, signé par le président (ou son remplaçant) et le secrétaire.

Le Président,
Raymond ASTIER

Le secrétaire de séance,
Pierre-Luc FRAISSE



REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_034-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 035/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : CREATION DE LA COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER (CCF) ET ELECTION DES MEMBRES
Annexe : procès-verbal d'élection

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice : **200**
Présents : 141
- *Titulaires : 115*
- *Suppléants : 26*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 48
Votants : 152

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARBET Guillaume
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 035/2026
Intérêt Commun

ABSENTS :
BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.
L'élection a lieu au scrutin secret, sauf si le comité syndical décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.
Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires.
L'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes. Le Président procède à un appel à candidatures.
Si, après appel à candidatures, une seule liste est présentée, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste présentée, et il en est donné lecture par le Président de l'assemblée délibérante.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R. 2222-1 à R. 2222-6 relatifs au contrôle financier des conventions conclues avec des entreprises ;
Considérant la nécessité de constituer une Commission de contrôle financier chargée d'exercer le contrôle prévu par les dispositions précitées ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- De créer une Commission de Contrôle Financier à titre permanent, pour la durée du mandat ;
- Après le bon déroulé des opérations de vote et compte tenu des résultats du scrutin, de proclamer les délégués élus, membres de la CDSP et approuver sa composition comme suit :

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTRUCHER Bruno	AMBLARD Philippe
TYSSANDIER Martine	BOILOT Dominique
SERVAYRE Hélène	HELBERT Jean-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

Votants : 152
- *Liste présentée par M. ASTIER Raymond : 144*
- *Blancs : 2*
- *Abstentions : 6*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

RECU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
099_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

Création de la Commission de Contrôle Financier (CCF) et élection de ses membres			Votée
Intérêt commun			
Horaire	24/09/2026 10:06:52	Votants	152 voix
Scrutin	Secret	A voté	152 voix
Majorité requise	Sans décision Sans décision	Exprimé / 100,00 %	144 voix
Liste présentée par ASTIER Raymond		100,0 %	144 voix
Blanc			2 voix
Abstention			6 voix
A voté			152 voix

(ANTOINGT (API)) TERRANOVA Philippe (2) ; (AUBIÈRE (CAM)) VATIN Thierry ; (AUGNAT (API)) BONNET Stéphane ; (AULHAT – FLAT (API)) COUDERT Bernard (2) ; (AYDAT (Commune)) GUITTARD Dominique ; (AYDAT (Mond'Arverne)) GUITTARD Dominique ; (BANSAT (API)) MALORON Annie (2) ; (BEAULIEU (API)) DE DINECHIN Pierre (2) ; (BERGONNE (API)) DYNDAS Eric (2) ; (BOUDES (API)) NUNEZ-ORTIN Samuel (2) ; (CHADELEUF (API)) BAPTISSARD Isabelle (2) ; (CHALUS (API)) BABIN Fiona (2) ; (CHAMPAGNAT-LE-JEUNE (API)) BARDY André (2) ; (CHAMPEIX (API)) MARTIN Jean-Noël (2) ; (CHARBONNIER-LES-MINES (API)) DE SOUSA Jorge (2) ; (CHASSAGNE (API)) MINGON Monique ; (CLÉMENSAT (API)) SILVESTRI Jacques (2) ; (COLLANGES (API)) MARCHAT Sébastien (2) - Procuration à BONNET, Stéphane ; (COMPAINS (Commune)) VIVIEN Pascal (2) ; (CORENT (Commune)) GOURBEYRE Bernard ; (CORENT (Mond'Arverne)) GOURBEYRE Bernard ; (COUDES (API)) LE MARREC Laurys (2) ; (COURGOUL (API)) CHAUNIER Sébastien (2) ; (DAUZAT-SUR-VODABLE (API)) FRADIN Laurent - Procuration à GOMEZ, Jean-Marc ; (GIGNAT (API)) SANCHEZ Alexis (2) ; (GRANDEYROLLES (API)) AUBRY Médéric (2) ; (ISSOIRE (API)) PILLON Stéphane (2) - Procuration à ROUX, Bernard ; (JUMEAUX (API)) GAUTHIER Amandine (2) ; (LA CHAPELLE-MARCOUSSE (API)) BARBET Guillaume ; (LA CHAPELLE-SUR-USSON (API)) ASTIER Raymond (2) ; (LA ROCHE-BLANCHE (Commune)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-BLANCHE (Mond'Arverne)) BONHOMME Jean-Louis ; (LA ROCHE-NOIRE (Mond'Arverne)) CHAMBADE Laura ; (LA SAUVETAT (Commune)) VERNIERES Gilles ; (LA SAUVETAT (Mond'Arverne)) BONHOMME Marie-Josèphe ; (LAMONTGIE (API)) COUAVOUX René (2) ; (LE BREUIL-SUR-COUZE (API)) SERVAYRE Hélène (2) ; (LE BROC (API)) SCIAUVAUD Michel (2) ; (LE CENDRE (CAM)) PONTRUCHER Bruno ; (LES MARTRES DE VEYRE (Commune)) HEYRAUD Damien ; (LES MARTRES DE VEYRE (Mond'Arverne)) HEYRAUD Damien ; (LES PRADEAUX (API)) AUREYRE Jean-François (2) ; (MADRIAT (API)) PELISSIER Didier ; (MAREUGHEOL (API)) NURIT Stéphane (2) ; (MEILHAUD (API)) CORRE Jean-Marie (2) ; (MIREFLEURS (Mond'Arverne)) NICOLAU Jacques ; (MORIAT (API)) ALRIC Jean-Louis (2) ; (NESCHERS (API)) DE FREITAS Pascal (2) ; (NONETTE - ORSONNETTE (API)) CHEVALIER Daniel (2) ; (ORCET (Commune)) DUCREUX Bernard ; (ORCET (Mond'Arverne)) DUCREUX Bernard ; (PARDINES (API)) PAGESSE Pierre (2) ; (PARENT (API)) BARODY Yves (2) ; (PARENTIGNAT (API)) JUAN Patrick (2) - Procuration à ASTIER, Raymond ; (PERRIER (API)) ROUX Bernard (2) ; (PESLIERES (API)) COSTON David (2) ; (PLAUZAT (API)) VAURE Robert (2) ; (ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND (API)) GOMEZ Jean-Marc ; (ROMAGNAT (CAM)) BARREIROS Nathalie ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Commune)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-AMANT-TALLENDE (Mond'Arverne)) MALBRUNOT Marie-Hélène ; (SAINT-BABEL (API)) ARCHIMBAUD Guy (2) ; (SAINT-DIERY (Commune)) BOILOT Dominique (2) ; (SAINTE-CATHERINE-DU-FRAISSE (Commune)) ROBIN Anne Marie ; (SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON (API)) RIGOULET Laurent (2) ; (SAINT-FLORET (API)) RESTOUEIX Daniel (2) ; (SAINT-GENÈS-LA-TOURETTE (API)) FRAISSE Pierre-Luc (2) ; (SAINT-GEORGES-SUR ALLIER (Mond'Arverne)) DUMONT Pierre ; (SAINT-GERMAIN LEMBRON (API)) ASTIER Christophe (2) ; (SAINT-GERVAZY (API)) TROUILLER Denis (2) ; (SAINT-HÉRENT (API)) CHAZALON Josiane ; (SAINT-JEAN-EN-VAL (API)) TOPENOT Benoît (2) ; (SAINT-MARTIN-D'OLLIÉRES (API)) RODIER Michel (2) ; (SAINT-PIERRE-COLAMINE (Commune)) PAPON Franck (2) ; (SAINT-QUENTIN-S/SAUXILLANGES (API)) GILBERT Jacques (2) ; (SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT (API)) BERGOUGNOUX Patrick (2) ; (SAINT-SANDOUX (Commune)) TYSSANDIER Martine ; (SAINT-SANDOUX (Mond'Arverne)) DOUSSON Didier ; (SAINT-SATURNIN (Mond'Arverne)) PERRIN Frédéric ; (SAINT-VINCENT (API)) COSTE Yves (2) ; (SAINT-YVOINE (API)) CHRISTIEN Cyrille (2) ; (SAURIER (API)) DOMINGUEZ Hilario (2) ; (SAUVAGNAT-STE-MARTHE (API)) TORONDEL Benoît (2) ; (USSON (API)) SAUVADET Marie-Hélène (2) ; (VALBELEIX (Commune)) PULBY Thierry (2) ; (VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF (API)) PILLITIERI Cyrille (2) - Procuration à COSTON, David ; (VERRIÈRES (API)) VERHOEVE Tim (2) ; (VEYRE-MONTON (Commune)) DESCOLLONGES Maxim ; (VIC LE COMTE (Commune)) GALVAING Jean-Yves ; (VIC LE COMTE (Mond'Arverne)) GALVAING Jean-Yves ; (VICHEL (API)) BOROT Annabelle (2) ; (VODABLE (API)) GERBER Corinne (2) - Procuration à BABIN, Fiona ; (YRONDE-ET-BURON (Commune)) RIOMET Laurent ; (YRONDE-ET-BURON (Mond'Arverne)) RIOMET Laurent

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU

de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

PROCÈS-VERBAL

ELECTION DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER (CCF)

L'an deux mille vingt-six, le 31 août à 9h, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le 6 août 2026, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence de Monsieur Raymond Astier, Président du SME.

OBJET : Constitution et installation de la Commission de Contrôle Financier

La liste de présents, représentés et absents est annexée au présent procès-verbal.

QUORUM :

RAPPEL REGLEMENTAIRE

La Commission de contrôle financier est réunie dans le cadre du contrôle exercé par le Syndicat sur les conditions financières d'exécution des conventions conclues pour l'exploitation du service public de l'eau potable.
Ce contrôle s'inscrit notamment dans le cadre des dispositions des articles R. 2222-1 à R. 2222-6 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives au contrôle financier des services gérés en application de conventions.
Conformément à l'article R. 2222-1 du CGCT, toute entreprise liée à une collectivité par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques doit fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.
L'article R. 2222-2 du CGCT prévoit que l'entreprise doit communiquer les livres et documents nécessaires à la vérification de ses comptes.
L'article R. 2222-3 du CGCT prévoit l'examen des comptes par une commission de contrôle, dont la composition est fixée par délibération de l'assemblée délibérante.
Enfin, en application de l'article R. 2222-4 du CGCT, les comptes détaillés ainsi que les rapports des vérificateurs et de la commission de contrôle sont joints aux comptes de la collectivité ou de l'établissement afin de justifier les opérations résultant des règlements de comptes périodiques.
Dans le cadre du présent Syndicat mixte, la Commission a pour objet d'examiner les éléments financiers transmis par le délégataire, notamment afin de vérifier la sincérité, la régularité et la cohérence des comptes présentés, ainsi que les modalités de calcul des sommes dues ou reversées au Syndicat au titre de l'exécution de la convention.
La Commission formule, à l'issue de son examen, ses observations et conclusions, lesquelles sont consignées dans le présent procès-verbal et soumises, le cas échéant, à l'assemblée délibérante du Syndicat.

Déroulement du scrutin :

Recours au vote public
Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, l'assemblée a été invitée à se prononcer sur le recours au vote public.
☐ L'assemblée a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée.
☒ L'unanimité n'étant pas réunie, il a été procédé à un scrutin secret.

Appel à candidatures
Le Président procède à l'appel à candidatures.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

Les listes suivantes ont été déposées :

Liste n°1

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTRUCHER Bruno	AMBLARD Philippe
TYSSANDIER Martine	BOILT Dominique
SERVAYRE Hélène	HELBERT Jean-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

Liste n°2

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**

Cas d'une liste unique

☒ Une seule liste ayant été déposée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

Résultats du scrutin

LISTE	SUFFRAGES
Liste n°1 Présentée par M. ASTIER	144
Liste n°2	-
Abstention (s)	6
~~Ne prend pas part au vote (conflit d'intérêt)~~ Blanc	2
TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS	152
QUOTIENT ÉLECTORAL	

Répartition des sièges

Liste	Voix obtenues	Sièges au quotient	Reste	Sièges au plus fort reste	Total sièges
Liste n°1	144	5	-	-	5
Liste n°2					

Membres proclamés élus

Président ou son représentant	
Titulaires (5)	**Suppléants (5)**
PONTRUCHER Bruno	AMBLARD Philippe
TYSSANDIER Martine	Boilot Dominique
SERVAYRE Hélène	HELBERT Jean-Luc
COSTON David	PAGESSE Pierre
ROUX Bernard	BAPTISSARD Isabelle

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

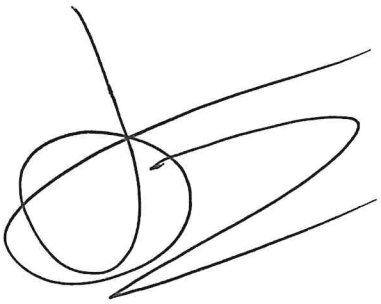
Le Président proclame élus les membres de la Commission de Contrôle Financier.

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 24 septembre 2026, à 10 heures, 05 minutes, en double exemplaire a été, après lecture, signé par le président (ou son remplaçant) et le secrétaire.

Le Président,
Raymond ASTIER

Le secrétaire de séance,
Pierre-Luc FRAISSE





REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_035-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 036/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : DELEGATION DU SERVICE PUBLIC EAU POTABLE – DETERMINATION DE LA DUREE DU FUTUR CONTRAT
Annexe : néant

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice : **200**
Présents : 143
- *Titulaires : 115*
- *Suppléants : 28*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 46
Votants : 154

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARBET Guillaume
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Eric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; TOMBETTE Marc (MARTINANT Vincent) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_036-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 036/2026
Intérêt Commun

BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; VALLON Thierry, VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Président rappelle que le comité syndical s'est déjà prononcé, par sa délibération précitée du 26 février 2026, sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion du service d'eau potable ;

Considérant qu'il convient désormais de déterminer la durée du futur contrat de délégation de service public ;

Considérant qu'en application de l'article L. 3114-7 du code de la commande publique, la durée d'un contrat de concession est limitée et doit être déterminée par l'autorité concédante en fonction notamment de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire ;

Considérant que les caractéristiques du service de l'eau potable, les obligations qui seront mises à la charge du futur délégataire ainsi que les investissements nécessaires à son exploitation justifient que la durée du futur contrat soit fixée à **12 ans et 8 mois** ;

Considérant, plus particulièrement, que cette durée tient compte :
- de la nature et de l'étendue des missions confiées au futur délégataire, le périmètre du contrat couvrant les 110 communes du SME ;
- des conditions techniques et économiques d'exploitation du service, compte tenu notamment de l'étendue du territoire à desservir et des moyens nécessaires pour assurer la continuité et la qualité du service sur l'ensemble de ce périmètre ;
- des obligations mises à la charge du futur délégataire en matière de renouvellement patrimonial des équipements, afin d'assurer leur maintien en bon état de fonctionnement pendant toute la durée du contrat ;
- de la réalisation, à la charge du futur délégataire, des travaux d'optimisation de la sectorisation identifiés dans le cadre du schéma directeur ;
- de la réalisation, à la charge du futur délégataire, des travaux de réduction des pressions identifiés dans le cadre du schéma directeur ;
- de la mise en place d'un fonds de travaux de 100 000 euros par an, destiné à permettre la réalisation, avec la réactivité nécessaire, de travaux en lien avec les besoins de l'exploitation ;
- des investissements initiaux nécessaires à la mise en place et à l'organisation du service sur l'ensemble du territoire, comprenant notamment l'implantation d'une agence, la location et l'aménagement de locaux, la constitution et la gestion des stocks ainsi que la mobilisation des équipes et des moyens nécessaires à l'exploitation
- de la durée raisonnablement nécessaire à l'amortissement de ces investissements et à l'obtention, dans des conditions normales d'exploitation, d'un retour sur les capitaux investis ;
- de la nécessité, parallèlement, de ne pas conférer au futur délégataire une durée d'exploitation supérieure à celle nécessaire à l'équilibre économique du contrat ;

Considérant ainsi que la durée de **12 ans et 8 mois** apparaît proportionnée au regard du temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour amortir les investissements nécessaires à l'exploitation et obtenir un retour sur les capitaux investis ;
Le Président expose au comité syndical qu'il lui appartient, dans ces conditions, de se prononcer sur la durée du futur contrat de délégation de service public.

ENTENDU le rapport de présentation ;

CADRE REGLEMENTAIRE

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_036-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 036/2026
Intérêt Commun

Vu le code de la commande publique, et notamment ses articles L. 3114-7 et suivants et R. 3114-1 et suivants relatifs à la durée des contrats de concession ;
Vu les statuts du Syndicat mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise ;
Vu la délibération n° 005-2026 du 26 février 2026 par laquelle le comité syndical s'est prononcé sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public d'eau potable et a autorisé l'engagement de la procédure de passation correspondante ;
Vu, le cas échéant, le rapport présenté au comité syndical relatif à la détermination de la durée du futur contrat ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A LA MAJORITE :

- Article 1er – Durée du contrat

De fixer la durée du futur contrat de délégation du service public de l'eau potable à **12 ans et 8 mois**, à compter de sa date de prise d'effet fixée au 1er mai 2028, soit jusqu'au 31 décembre 2040.

- Article 2 – Poursuite de la procédure

Il est précisé que la présente délibération complète la délibération n°005-2026 du 26 février 2026 ayant approuvé le principe du recours à une délégation de service public.
Les autres caractéristiques essentielles de la délégation résultant de cette précédente délibération et des documents qui lui étaient annexés demeurent inchangées.

- Article 3 – Autorisation donnée au Président

D'autoriser le Président à poursuivre la procédure de passation de la délégation de service public sur la base de la durée ainsi arrêtée et à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Votants : 154
- *Pour : 148*
- *Contre : 2*
- *Abstentions : 4*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_036-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 037/2026
Eau

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE POUR L'ANNEE 2025 - EAU
Annexe : RPQS

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 109**
Présents : 78
- *Titulaires : 62*
- *Suppléants : 16*

Absents ayant donné pouvoir : 6
Absents : 25
Votants : 84

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARBET Guillaume
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Eric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; TOMBETTE Marc (MARTINANT Vincent) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
CHAUVANET Christine ; BARRAT Sylvain ; CERVELLI Yannick ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ;

RECU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 037/2026
Eau

PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel ; VOYRON Stéphane

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Conformément à la réglementation, le Syndicat réalise la saisie des données techniques et financières sur les performances des services de l'eau potable, sur le portail ministériel de l'Observatoire de l'Eau. Ces données sont rassemblées dans les RPQS, consultables au siège du syndicat. Ces éléments sont issus pour la majeure partie des données du rapport annuel du délégataire.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation de rapports annuels sur le prix et la qualité des services de l'eau potable.

Ces rapports doivent être présentés aux membres du comité syndical et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et la délibération afférente seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du Code de l'Environnement (SISPEA). SISPEA correspond à l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Les RPQS doivent contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique, dans SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ces rapports est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau.

Conformément à la réglementation en vigueur, ce rapport sera présenté à la CCSPL lors de sa prochaine réunion.

ENTENDU le rapport de présentation ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

- D'adopter le rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable de l'année 2025 ;
- De décider de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr ;
- De décider de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Votants : 84
- *Pour : 80*
- *Contre : 0*
- *Abstentions : 4*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire

EAU POTABLE

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2025

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs
peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
   1.1. Présentation du territoire desservi 4
   1.2. Mode de gestion du service 5
   1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
   1.4. Nombre d'abonnés 5
   1.5. Eaux brutes 6
      1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
      1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
   1.6. Eaux traitées 7
      1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 7
      1.6.2. Production 7
      1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
      1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
      1.6.5. Autres volumes 9
      1.6.6. Volume consommé autorisé 9
   1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
   2.1. Modalités de tarification 10
   2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
   2.3. Recettes 12
3. Indicateurs de performance 13
   3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 13
   3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 13
   3.3. Indicateurs de performance du réseau 15
      3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 15
      3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 16
      3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 16
      3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 17
   3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 17
   3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 19
   3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 19
   3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 19
   3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 20
   3.9. Taux de réclamations (P155.1) 20
4. Financement des investissements 22
   4.1. Branchements en plomb 22
   4.2. Montants financiers 22
   4.3. État de la dette du service 22
   4.4. Amortissements 22
   4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice ..... **Erreur ! Signet non défini.**
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 23
   5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) 23
   5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) **Erreur ! Signet non défini.**
6. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Syndicat Mixte de l'Eau de la région d'Issoire
- Nom de l'entité de gestion : eau potable
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement	☑	☐
Traitement	☑	☐
Transfert	☑	☐
Stockage	☑	☐
Distribution	☑	☐

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Antoingt, Aubière, Augnat, Aulhat-Flat, Authezat, Auzat-la-Combelle, Aydat, Bansat, Beaulieu, Bergonne, Boudes, Brenat, Busséol, Chadeleuf, Chalus, Chambon-sur-Lac, Champagnat-le-Jeune, Champeix, Chanonat, Charbonnier-les-Mines, Chassagne, Clémensat, Collanges, Compains, Corent, Coudes, Courgoul, Cournols, Dauzat-sur-Vodable, Esteil, Gignat, Grandeyrolles, Issoire, Jumeaux, La Chapelle-Marcousse, La Chapelle-sur-Usson, La Roche-Blanche, La Roche-Noire, La Sauvetat, Lamontgie, Le Breuil-sur-Couze, Le Broc, Le Cendre, Le Crest, Le Vernet-Chaméane, Les Deux-Rives, Les Martres-de-Veyre, Les Pradeaux, Ludesse, Madriat, Mareugheol, Meilhaud, Mirefleurs, Montaigut-le-Blanc, Montpeyroux, Moriat, Murol, Neschers, Nonette-Orsonnette, Orbeil, Orcet, Pardines, Parent, Parentignat, Perrier, Peslières, Plauzat, Roche-Charles-la-Mayrand, Romagnat, Saint-Alyre-ès-Montagne, Saint-Amant-Tallende, Saint-Babel, Saint-Diéry, Saint-Floret, Saint-Genès-la-Tourette, Saint-Georges-sur-Allier, Saint-Germain-Lembron, Saint-Gervazy, Saint-Hérent, Saint-Jean-en-Val, Saint-Martin-d'Ollières, Saint-Martin-des-Plains, Saint-Maurice, Saint-Pierre-Colamine, Saint-Quentin-sur-Sauxillanges, Saint-Rémy-de-Chargnat, Saint-Sandoux, Saint-Saturnin, Saint-Victor-la-Rivière, Saint-Vincent, Saint-Yvoine, Saint-Étienne-sur-Usson, Sainte-Catherine, Saurier, Sauvagnat-Sainte-Marthe, Sauxillanges, Solignat, Tallende, Ternant-les-Eaux, Tourzel-Ronzières, Usson, Valbeleix, Valz-sous-Châteauneuf, Varennes-sur-Usson, Verrières, Veyre-Monton, Vic-le-Comte, Vichel, Villeneuve, Vodable, Yronde-et-Buron
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui * : ……..☑ Non
- Existence d'un règlement de service ☑ Oui : ……..……..…….. ☐ Non

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

- Existence d'un schéma directeur ☑ Oui, date d'approbation* :09/10/2025

1.2. Mode de gestion du service



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

Nature du contrat : Délégation de Service Public

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat : 01/05/2016
- Date de fin de contrat initial : 30/04/2028
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 30/04/2028
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 2
    - ○ Avenant 1 : intégration de nouvelles communes
    - ○ Avenant 2 : mise en place de la télérelève, approvisionnement en cas de manques d'eau, horaires de l'accueil et indice d'indexation des prix

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 116 262 habitants au 31/12/2025 (118 500 au 31/12/2024).

1.4. Nombre d'abonnés



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

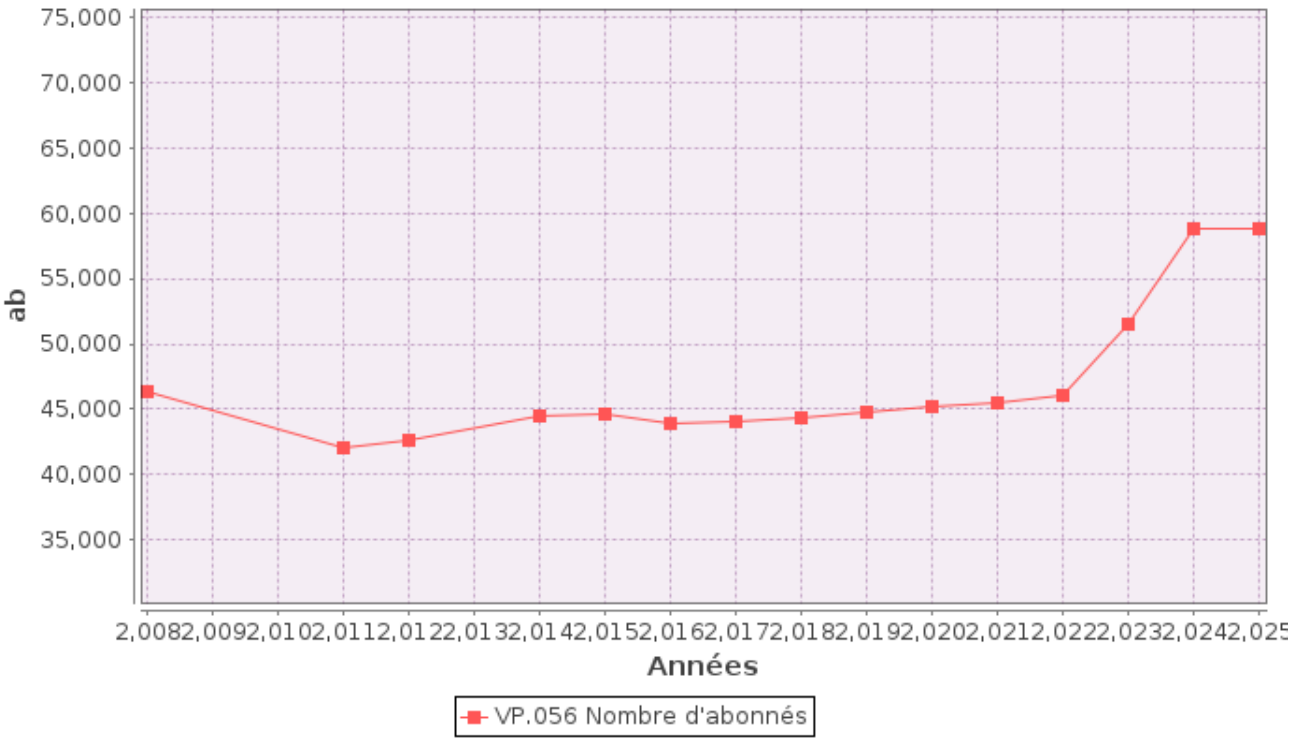
Le service public d'eau potable dessert 58 905 abonnés au 31/12/2025 (58 883 au 31/12/2024).

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 27,89 abonnés/km au 31/12/2025 (27,84 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,97 habitants/abonné au 31/12/2025 (2,01 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 97,54 m^3/abonné au 31/12/2025. (98,86 m^3/abonné au 31/12/2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE



1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 9 850 553 m^3 pour l'exercice 2025 (10 129 301 pour l'exercice 2024).

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

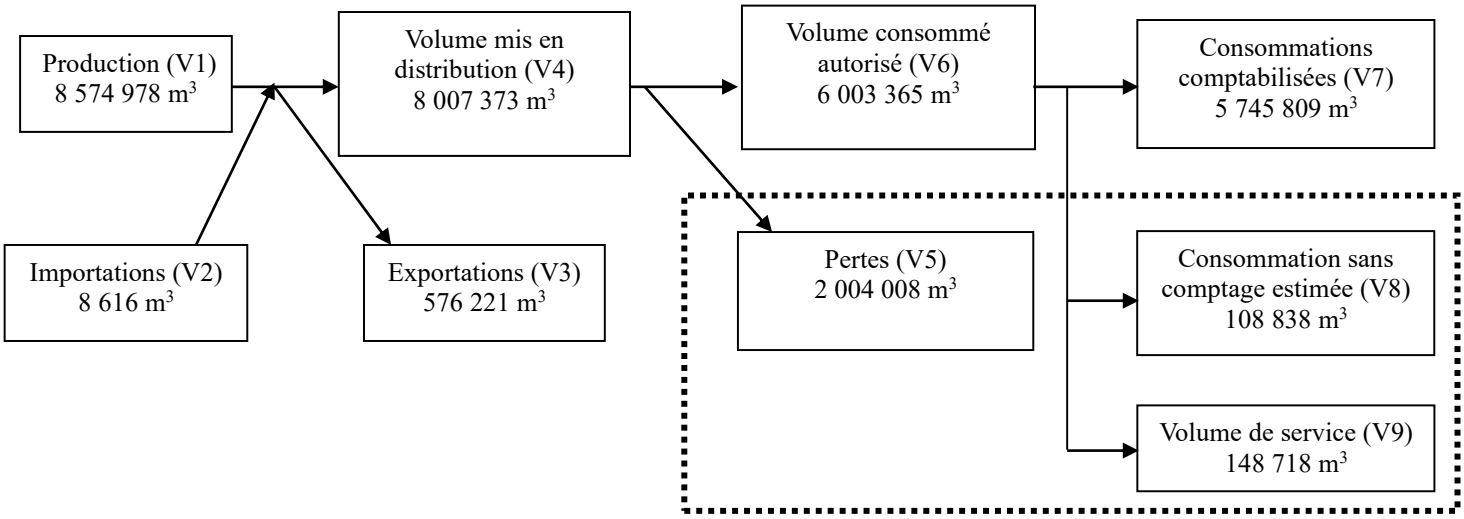
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Le service n'achète pas d'eaux brutes.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025



1.6.2. Production

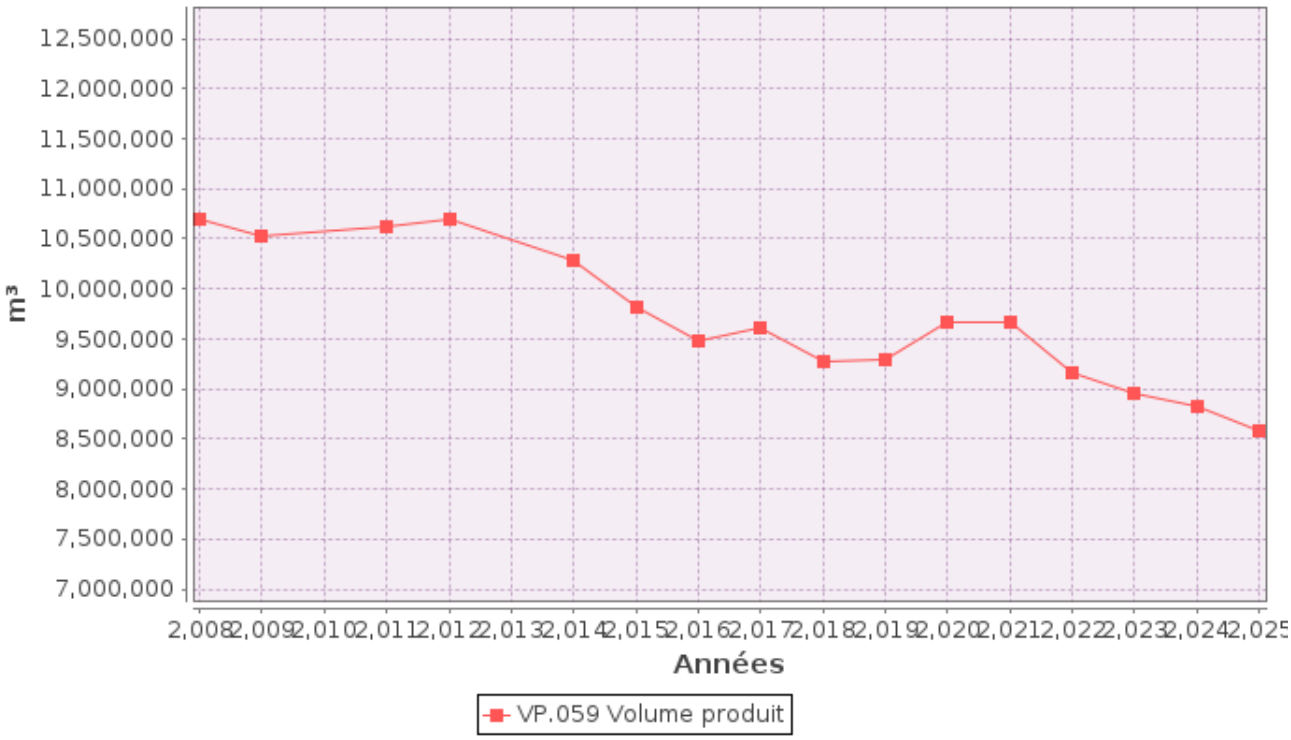
Le service a 1 station de traitement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)
Station de Rouillas Bas	Mise à l'équilibre calco-carbonique

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2024 en m³	Volume produit durant l'exercice 2025 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2025
Total du volume produit (V1)	**8 827 041**	**8 574 978**	**-2,9%**	**70**

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE



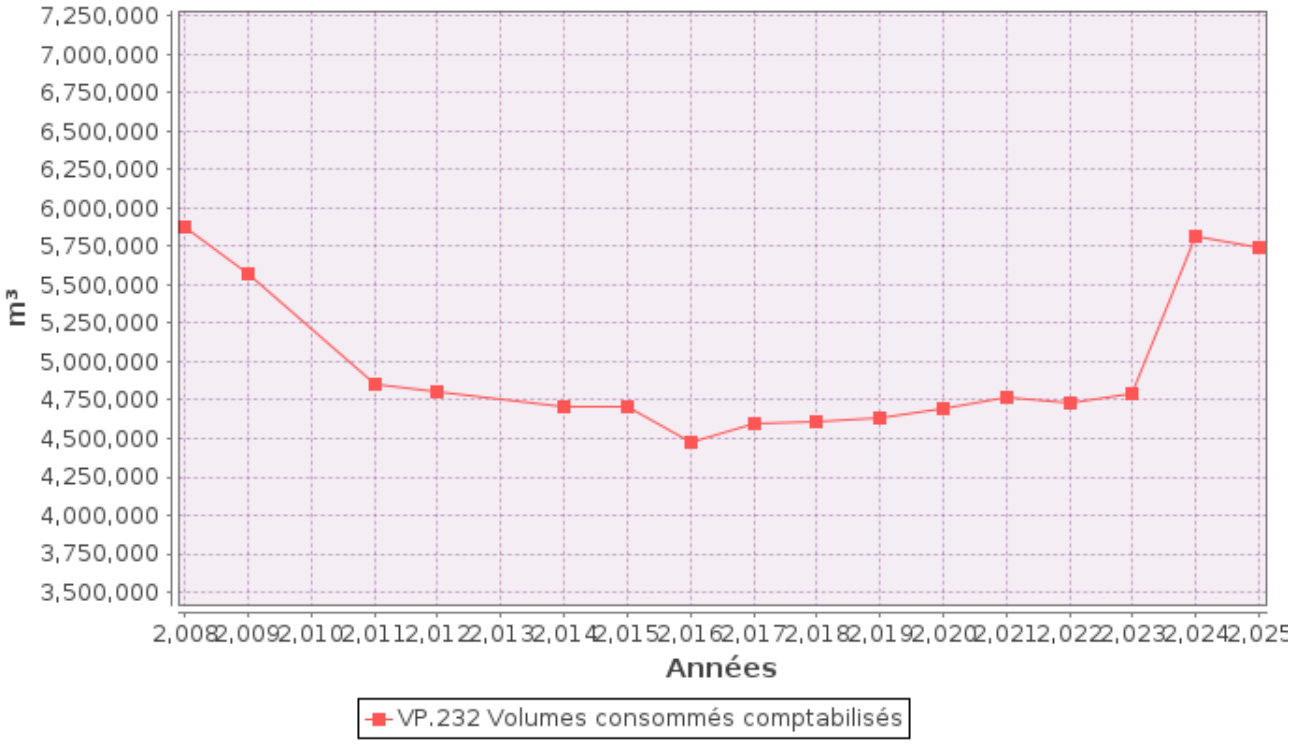
1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2024 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2025 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2025
Mond'Arverne	951	1144	+20%	
SIAEP du Cézallier	1 081	466	- 57 %	
Saint-Nectaire	7 513	7006	- 7%	
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**9 545**	**8 616**	**-9,7%**	**60**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³	Variation en %
Total vendu aux abonnés (V_7)	**5 820 993**	**5 745 809**	**-1,3%**
Total vendu à d'autres services (V_3)	**580 144**	**576 221**	**-0,7%**
Total vendu	**6 401 137**		

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2024 en m3/an	Exercice 2025 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**120 929**	**108 838**	**-10%**
Volume de service (V9)	**132 109**	**148 718**	**12,6%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2024 en m3/an	Exercice 2025 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**6 074 031**	**6 003 365**	**-1,2%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 2 111,8 kilomètres au 31/12/2025 (2 115,4 au 31/12/2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2025 et 01/01/2026 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 43,47 € au 01/01/2025
43,47 € au 01/01/2026

Tarifs		Au 01/01/2025	Au 01/01/2026
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	23,68 €	25,1 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,4635 €/m³	0,4913 €/m³
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement y compris location du compteur	47,53 €	46,93 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,9907 €/m³	0,997 €/m³
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,054 €/m³	0,0515 €/m³
	Consommation eau potable (Agence de l'Eau)	0,33 €/m³	0,32 €/m3
	Performance réseaux eau potable (Agence de l'Eau)	0,02 €/m³	0,057 €/m3

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération n° 009/2025 du 27/03/2025 effective à compter du 01/01/2026 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

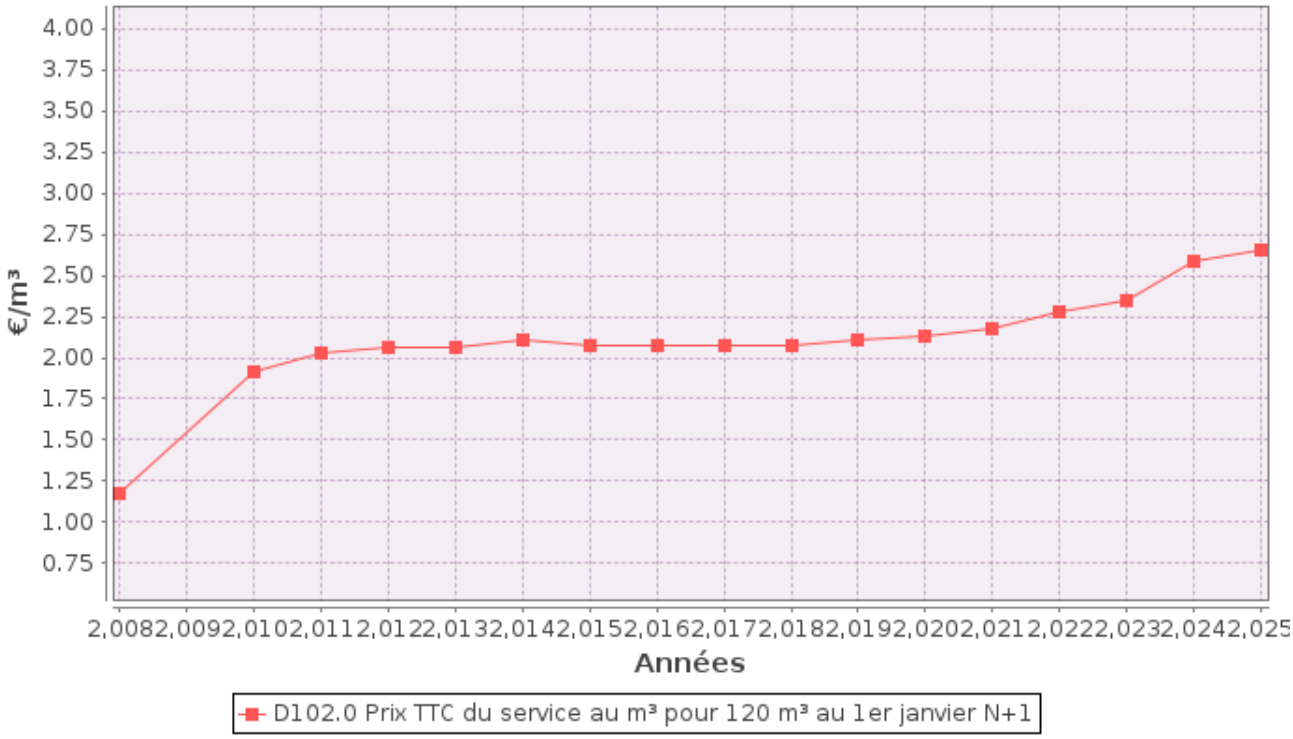


Les tarifs applicables au 01/01/2025 et au 01/01/2026 pour une consommation d'un ménage de référence selon

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2025 en €	Au 01/01/2026 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	23,68	25,10	6%
Part proportionnelle	55,62	58,96	6%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	79,30	84,06	6%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	47,53	46,93	-1,3%
Part proportionnelle	118,88	119,64	0,6%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant au délégataire	166,41	166,57	0,1%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	6,48	6,18	-4,6%
Redevance sur la consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	39,60	38,40	-3%
Redevance performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'Eau)	2,40	6,84	185%
TVA	16,18	16,61	2,7%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	64,66	68,03	5,2%
Total	**310,37**	**318,66**	**2,7%**
Prix TTC au m³	**2,59**	**2,66**	**2,7%**



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

Tarifs particuliers liés à l'intégration de nouvelles communes :

- ISSOIRE : 2,59 €/m^3
- BUSSEOL/LA ROCHE NOIRE/ST GEORGES SUR ALLIER/ST MAURICE /MIREFLEURS : 3,25 €/m^3
- CHASSAGNE/DAUZAT SUR VODABLE/ROCHE CHARLES LA MAYRAND/ SAINT ALYRE / SAINT AMANT TALLENDE : 2,37 €/m^3
- GRANDEYROLLES : 2,62€/m^3
- ST GERMAIN LEMBRON / NONETTE : 2,48 €/m^3

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence annuelle. La mise en place du service de télérelève en cours modifiera cette donnée au fur et à mesure de son déploiement.
La facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle.

Les volumes facturés au titre de l'année 2025 sont de 5 745 869 m^3/an (5 820 993 m^3/an en 2024).

2.3. Recettes



Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2024 en €	Exercice 2025 en €	Variation en %
Total recettes de vente d'eau	**3 185 590**	**3 874 250**	+21 %
Recettes liées aux travaux (dont emprunt)	2 302 671	5 992 377	
Autres recettes (préciser)	116 911	7 534	
Total autres recettes	2 419 582	**5 999 991**	+147 % (emprunt)
Total des recettes	**5 605 172**	**9 874 161**	+76 %

L'augmentation des recettes de vente d'eau est due aux modifications tarifaires effectives à compter du 01/01/2025 :

- Augmentation de 12€ de la part fixe pour financer le développement du dispositif de télérelève (conjointement à l'emprunt)
- Augmentation de 3% de la part variable

L'augmentation des recettes liées aux travaux est en grande partie due aux 2 emprunts réalisés, pour financer l'investissement dans le dispositif de télérelève et des travaux de réhabilitation de captages.

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2024 en €	Exercice 2025 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	8 846 450	8 724 480	-1,4 %
dont abonnements	*3 027 980*	*2 925 900*	
Recette de vente d'eau en gros	197 540	289 930	
Régularisations des ventes d'eau (+/-)	92 930	3 480	
Total recettes de vente d'eau	**9 136 840**	**9 017 890**	**-1,3 %**
Recettes liées aux travaux	508 560	423 960	
Autres recettes (préciser)	682 230	727 130	
Total autres recettes	**1 190 970**	**1 151 090**	**-3,3 %**
Total des recettes	**10 327 710**	**10 168 980**	**-1,5%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 15 170 900 € (13 915 150 € au 31/12/2024).
Ce montant inclue les redevances Agence de l'Eau, contrairement aux 2 tableaux ci-dessus.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025
Microbiologie	467	4	458	1
Paramètres physico-chimiques	529	0	491	1

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2024	Taux de conformité exercice 2025
Microbiologie (P101.1)	99,1%	99,8%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	99,8%

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		98,5%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	98,38%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	120

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

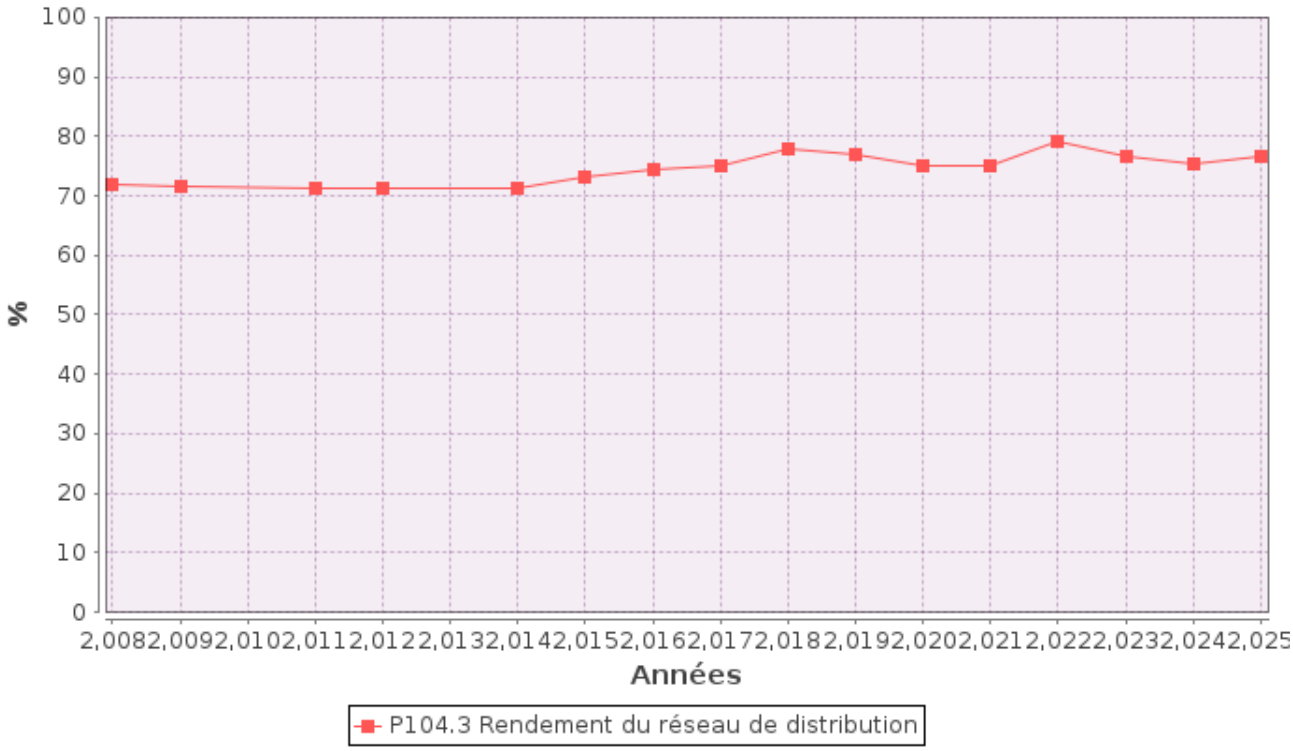
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rendement du réseau	75,3 %	76,7 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	8,62	8,54
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	70,5 %	71,8 %

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 2,9 m^3/j/km (3,2 en 2024).

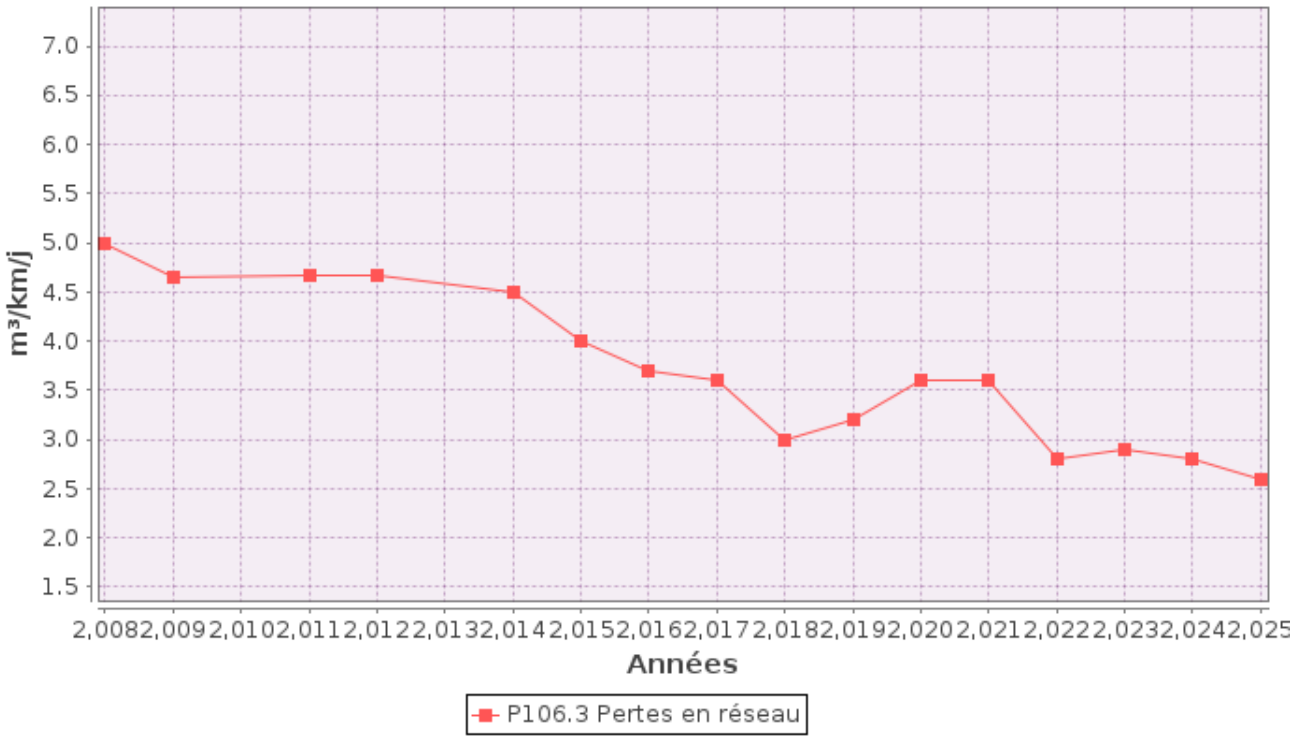
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 2,6 m^3/j/km (2,8 en 2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2021	2022	2023	2024	2025
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,48%	0,33%	0,39%	0,33%	0,27%

Au cours des 5 dernières années, 28,86 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,27% (0,33 en 2024).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 70%.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)



Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (0 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (0 en 2024).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)



Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 99,2% (98,7% en 2024).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)



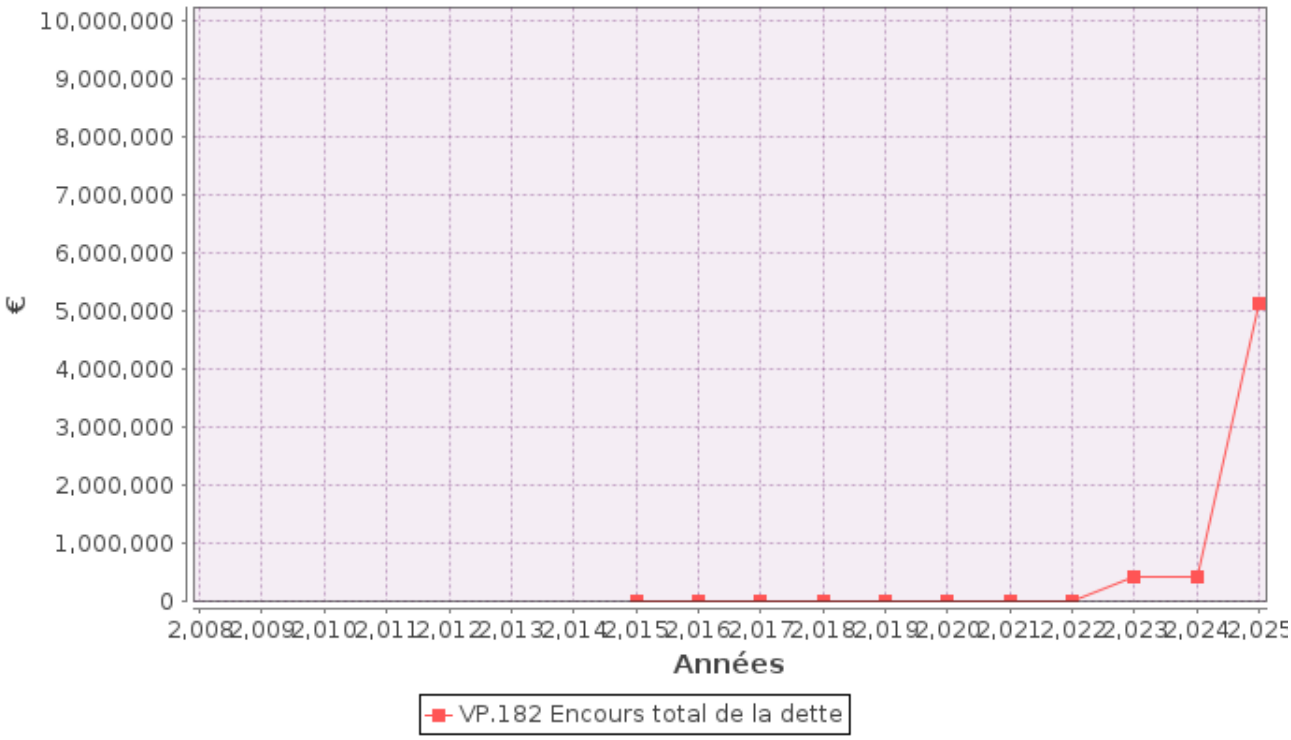
La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

	Exercice 2024	Exercice 2025
Encours de la dette en €	432 611	5 125 896
Epargne brute annuelle en €	2 437 547	3 066 359
Durée d'extinction de la dette en années	0,2	1,7

Pour l'année 2025, la durée d'extinction de la dette est de 1,7 ans (0,2 en 2024).



3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2024	Exercice 2025
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024	1,35	1,6

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 1,6% (1,35 en 2024).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 523

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 8,88 pour 1000 abonnés (10,09 en 2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Branchements	Exercice 2024	Exercice 2025
Nombre total des branchements	61 249	60 845
Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)	1040	983
% de branchements en plomb restants/nombre total de branchements	1,69 %	1,61 %

4.2. Montants financiers

	Exercice 2025
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	2 171 230
Montants des subventions en €	890 427

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2025 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2024	Exercice 2025
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		432 611	5 125 896
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	92 091	256 196
	en intérêts	20 837	126 065

4.4. Amortissements

Pour l'année 2025, la dotation aux amortissements a été de 2 103 250 € (1 713 222 € en 2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

5.2.

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, 458,4 € ont été versés à un fonds de solidarité, soit 0,0001 €/m^3 pour l'année 2025 (0,0001 €/m^3 en 2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2024	Exercice 2025
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	118 500	116 262
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,59	2,66
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1	1
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	99,1%	99,8%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	99,8%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	120
P104.3	Rendement du réseau de distribution	75,3%	76,7%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	3,2	2,9
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	2,8	2,6
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,33%	0,27%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	70%	70%
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0,0001	0,0001
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	0	0
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	98,7%	99,2%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	0,2	1,7
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,35%	1,6%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	10,09	8,88

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_037-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 038/2026
Assainissement non collectif

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE POUR L'ANNEE 2025 - ANC
Annexe : RPQS

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice : **91**
Présents : 65
- *Titulaires :53*
- *Suppléants : 12*

Absents ayant donné pouvoir : 5
Absents : 21
Votants : 70

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis	COUAVOUX René	PAGESSE Pierre
ARCHIMBAUD Guy	COUDERT Bernard	RESTOUEIX Daniel
ASTIER Christophe	DE FREITAS Pascal	RIGOULET Laurent
ASTIER Raymond	DESCOLLONGES Maxim	RIOMET Laurent
AUBRY Médéric	DOMINGUEZ Hilario	RODIER Michel
AUREYRE Jean-François	DUPONT DE DINECHIN Pierre	ROUX Bernard
BABIN Fiona	FRAISSE Pierre-Luc	SANCHEZ Alexis
BAPTISSARD Isabelle	GALVAING Jean-Yves	SAUVADET Marie-Hélène
BARDY André	GAUTHIER Amandine	SERVAYRE Hélène
BERGOUGNOUX Patrick	GILBERT Jacques	SILVESTRI Jacques
BOILOT Dominique	GOURBEYRE Bernard	TOPENOT Benoît
BONHOMME Jean-Louis	GUITTARD Dominique	TORONDEL Benoît
BOROT Annabelle	HEYRAUD Damien	TROUILLER Denis
CHAUNIER Sébastien	LE MARREC Laurys	TYSSANDIER Martine
CHEVALIER Daniel	MALBRUNOT Marie-Hélène	VERHOEVE Tim
CORRE Jean-Marie	MALORON Annie	VERNIERES Gilles
COSTE Yves	NUNEZ-ORTIN Samuel	VIVIEN Pascal
COSTON David	NURIT Stéphane	

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Eric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; TOMBETTE Marc (MARTINANT Vincent).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David ; PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
CHAUVANET Christine ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; HELBERT Jean-Luc ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; THALAUD François ; TINET Georges ; VIALLEFONT Michel ; VOYRON Stéphane.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 038/2026
Assainissement non collectif

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Conformément à la réglementation, le Syndicat réalise la saisie des données techniques et financières sur les performances des services de l'assainissement non collectif, sur le portail ministériel de l'Observatoire de l'Eau. Ces données sont rassemblées dans les RPQS, consultables au siège du syndicat. Ces éléments sont issus pour la majeure partie des données du rapport annuel du délégataire.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation de rapports annuels sur le prix et la qualité des services de l'eau potable.

Ces rapports doivent être présentés aux membres du comité syndical et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et la délibération afférente seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du Code de l'Environnement (SISPEA). SISPEA correspond à l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Les RPQS doivent contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique, dans SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ces rapports est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau.

Conformément à la réglementation en vigueur, ce rapport sera présenté à la CCSPL lors de sa prochaine réunion.

ENTENDU le rapport de présentation ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

- D'adopter le rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement non collectif de l'année 2025;
- De décider de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr ;
- De décider de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Votants : 70
- *Pour : 67*
- *Contre : 0*
- *Abstentions : 3*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
smie.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Syndicat mixte de l'eau de la région d'Issoire

Assainissement Non Collectif

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif

Exercice 2025

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

Table des matières

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE 2

1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI 2
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE 2
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0) 3
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0) 3

2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE 4

2.1. MODALITES DE TARIFICATION 4
2.2. RECETTES 4

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE 1

3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3) 5

4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 6

4.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX REALISES 6
4.2. PRESENTATION DES PROJETS A L'ETUDE EN VUE D'AMELIORER LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Syndicat mixte de l'eau de la région d'Issoire
- Nom de l'entité de gestion: assainissement non collectif
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte

➢ Compétences liée au service

☒ Contrôle des installations ☐ Traitement des matières de vidanges
☐ Entretien des installations ☒ Réhabilitation des installations ☐ Réalisation des installations

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Antoingt, Aulhat-Flat, Authezat, Auzat-la-Combelle, Aydat, Bansat, Beaulieu, Bergonne, Boudes, Brenat, Chadeleuf, Chalus, Chambon-sur-Lac, Champagnat-le-Jeune, Champeix, Chanonat, Charbonnier-les-Mines, Clémensat, Collanges, Compains, Corent, Coudes, Courgoul, Cournols, Esteil, Gignat, Grandeyrolles, Issoire, Jumeaux, La Chapelle-sur-Usson, La Roche-Blanche, La Sauvetat, Lamontgie, Le Breuil-sur-Couze, Le Broc, Le Crest, Le Vernet-Chaméane, Les Deux-Rives, Les Martres-de-Veyre, Les Pradeaux, Ludesse, Mareugheol, Meilhaud, Montaigut-le-Blanc, Montpeyroux, Moriat, Murol, Neschers, Nonette-Orsonnette, Orbeil, Orcet, Pardines, Parent, Parentignat, Perrier, Peslières, Plauzat, Saint-Amant-Tallende, Saint-Babel, Saint-Diéry, Saint-Floret, Saint-Genès-la-Tourette, Saint-Germain-Lembron, Saint-Gervazy, Saint-Jean-en-Val, Saint-Martin-d'Ollières, Saint-Martin-des-Plains, Saint-Pierre-Colamine, Saint-Quentin-sur-Sauxillanges, Saint-Rémy-de-Chargnat, Saint-Sandoux, Saint-Saturnin, Saint-Vincent, Saint-Yvoine, Saint-Étienne-sur-Usson, Saurier, Sauvagnat-Sainte-Marthe, Sauxillanges, Solignat, Tallende, Tourzel-Ronzières, Usson, Valbeleix, Valz-sous-Châteauneuf, Varennes-sur-Usson, Verrières, Veyre-Monton, Vic-le-Comte, Vichel, Villeneuve, Vodable, Yronde-et-Buron
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un zonage ☒ Oui(du ressort des services d'assainissement collectif) ☐ Non
- ➢ Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation : 22/10/2020 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en **Délégation par Entreprise privée**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat : 1/06/2020
- Date de fin de contrat initial : 31/05/2032
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/05/2032
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 0

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 7 494 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 84 678.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 8,85 % au 31/12/2025. (8,74 % au 31/12/2024).

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.
Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2024	Exercice 2025
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	Oui
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	Non

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2025 est de 100 (100 en 2024).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les tarifs applicables aux 01/01/2025 et 01/01/2026 sont les suivants :

Tarifs	Au 01/01/2025	Au 01/01/2026
Compétences obligatoires		
Tarif du contrôle des installations neuves en €	372,77	381,24
Tarif du contrôle des installations existantes en €	154,48	157,96
Tarifs des autres prestations aux abonnés en €	Vente : 457,30	Vente : 465

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 13/01/2020 effective à compter du 01/06/2020 fixant les montants de la part syndicale de la redevance ANC.

2.2. Recettes

	Exercice 2024			Exercice 2025		
	Collectivité	Délégataire (le cas échéant)	Total	Collectivité	Délégataire (le cas échéant)	Total
Facturation du service obligatoire en €	2 860	103 710	106 570	5 480	111 560	111 560

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

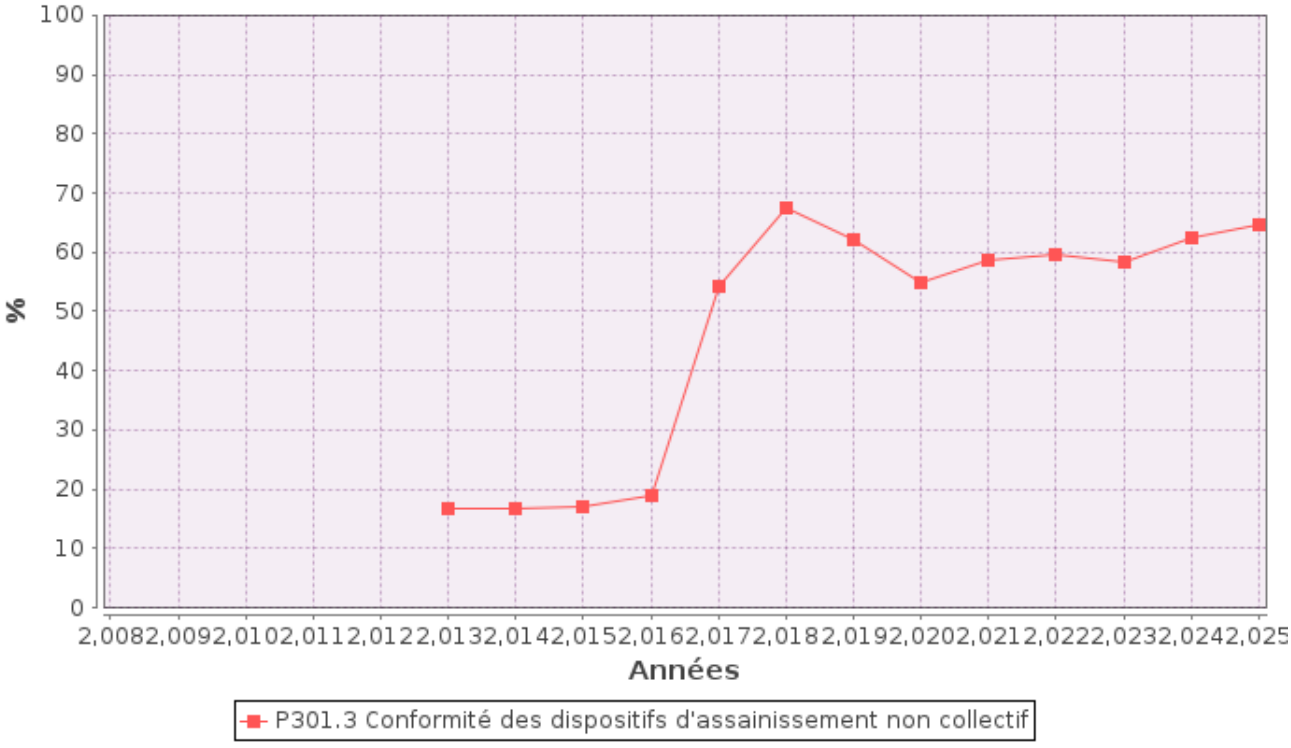
Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

Attention : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif} = \frac{\text{Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité} + \text{Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service}} * 100$$

	Exercice 2024	Exercice 2025
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	1 193	1 216
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	3 718	3 758
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	1 129	1 217
Taux de conformité en %	62,5	64,7



REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers des travaux réalisés

Le montant total des travaux **réalisés** durant l'exercice budgétaire **2025** est de 87 125 €. Ce montant correspond aux investissements réalisés par des particuliers dans le cadre des opérations groupées de mise aux normes des installations d'assainissement non collectifs. Ces opérations rendent les particuliers éligibles à des subventions publiques.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_038-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 039/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION RELATIVE A LA FACTURATION, L'ENCAISSEMENT ET LE REVERSEMENT DES REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF AVEC LA COMMUNE DE SAINT PIERRE COLAMINE ET SUEZ EAU FRANCE
Annexe : Convention

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice : **200**
Présents : 137
- *Titulaires : 110*
- *Suppléants : 27*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 52
Votants : 148

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARBET Guillaume
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Eric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; TOMBETTE Marc (MARTINANT Vincent).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 039/2026
Intérêt Commun

ABSENTS :
BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; **CHAMBADE Laura** ; CHAUVANET Christine ; **COSTE Yves** ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; **GAUTHIER Amandine** ; GULI Florian ; HELBERT Jean-Luc ; JOUVET Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; VALLON Thierry ; **VIAL Christophe** ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

La commune de Saint-Pierre-Colamine, compétente en matière d'assainissement collectif, souhaite confier à SUEZ Eau France la facturation, l'encaissement et le reversement des redevances d'assainissement collectif, afin que celles-ci soient recouvrées conjointement avec les sommes dues au titre du service public de distribution d'eau potable.

À cette fin, il convient d'établir une convention définissant les modalités de gestion et de reversement de ces redevances. À ce titre, les surcoûts de facturation afférents seront supportés par la commune.

ENTENDU le rapport de présentation ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE, A L'UNANIMITE :

- D'autoriser le Président à signer la convention relative à la facturation, l'encaissement et le reversement des redevance d'assainissement collectif avec la commune de Saint Pierre Colamine et SUEZ Eau France ;
- D'autoriser le Président à effectuer toute démarche nécessaire à l'application de ladite convention.

Votants : 148
- *Pour : 148*
- *Contre : 0*
- *Abstentions : 0*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Département du Puy-de-Dôme

CONVENTION

Pour la facturation, l'encaissement et le reversement des redevances d'assainissement collectif de la commune de SAINT-PIERRE-COLAMINE

ENTRE :

Le SYNDICAT MIXTE DE l'EAU DE LA REGION D'ISSOIRE ET DES COMMUNES DE LA BANLIEUE SUD CLERMONTOISE, représentée par son président, Monsieur **Raymond ASTIER**, ou son représentant dûment habilité, sise Zone Artisanale de Perache, 63114 Coudes, agissant en cette qualité et autorisé par délibération du conseil syndical,

Ci-après dénommée : « **la Collectivité Eau** »,

D'une part,

ET

La Commune de SAINT-PIERRE-COLAMINE, sise 2 place de l'Eglise – 63610 Saint-Pierre-Colamine, représentée par Monsieur le Maire **Rémy THERESE,** ou son représentant dûment habilité, agissant en qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Communal,

Ci-après dénommée : « la Collectivité Assainissement »,

ET

La société SUEZ Eau France SAS, au capital de 422 224 040 Euros, inscrite au Registre du Commerce de Nanterre sous le numéro 410 034 607, ayant son siège social, Altiplano 4 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, représentée par **Madame Johanne LAVILLONNIERE** Directrice Clientèle Auvergne-Rhône-Alpes,

Ci-après dénommée : « SUEZ – Délégataire Eau »,

D'autre part,

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

SOMMAIRE

EXPOSE : 3

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION ET DEFINITIONS 4

ARTICLE 2 - GESTION DES DONNEES DES CLIENTS ET PROPRIETAIRES REDEVABLES 4

DONNEES RELATIVES AU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT : 4
TYPOLOGIE CLIENT : 4
ECHANGE DES DONNEES : 5

ARTICLE 3 - FACTURATION DES REDEVANCES ET TAXES D'ASSAINISSEMENT 5

ARTICLE 4 - VERSEMENT DU PRODUIT DES REDEVANCES ET TAXES D'ASSAINISSEMENT 6

GENERALITES 6
OPTION DE TVA : 7

ARTICLE 5 - IMPAYES, RECOUVREMENT ET INSTRUCTION DES LITIGES 8

GENERALITES : 8
MAJORATION ASSAINISSEMENT : 8

ARTICLE 6 - REMUNERATION DE SUEZ 8

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES 9

ARTICLE 8 - DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR 10

ANNEXE 1 : BORDEREAU DE PRIX DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES – A LA DEMANDE : ... 11

ANNEXE 2 : COORDONNEES BANCAIRES DE LA COLLECTIVITE ASSAINISSEMENT : 12

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

EXPOSE :

La Collectivité Eau exerce la compétence assainissement collectif et assure le service public de contrôle de l'assainissement sur son territoire.

La société SUEZ Eau France assure, aux termes d'un contrat de concession de service public prenant effet le 1er mai 2016, l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable du Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise (**SME**).

L'article R 2224-19 du CGCT prévoit que « Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

L'article R2224-19-1 prévoit que « [...] l'organe délibérant de l'établissement public compétent pour tout ou partie du service public d'assainissement collectif ou non collectif institue une redevance d'assainissement pour la part du service qu'il assure et en fixe le tarif. »

L'article R 2224-19-7 du CGCT prévoit que « le recouvrement, à l'exclusion des procédures contentieuses, des redevances pour consommation d'eau et des redevances d'assainissement collectif et non collectif peut être confié à un même organisme qui en fait apparaître le détail sur une même facture. »

L'article 101 de la loi de finance pour 2024 n°2023-1322 du 29 décembre 2023 a fait évoluer le dispositif des redevances des agence de l'eau. A partir du 1er janvier 2025, le décret 2024-787 du 8 juillet 2024 vient remplacer la redevance modernisation des réseaux de collecte, par une redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif. Cette redevance sera répercutée sur la facture d'assainissement et reversées aux Collectivités compétentes.

La Collectivité Assainissement charge SUEZ – Délégataire Eau de facturer et recouvrer les redevances d'assainissement auprès de ses usagers.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités :

- De facturation et d'encaissement des redevances d'assainissement pour le compte de la Collectivité Assainissement, sur le périmètre de la commune de Saint-Pierre-Colamine ;
- De reversement par SUEZ – Délégataire Eau des sommes encaissées au titre de toutes les redevances assainissement : part fixe, part variable et redevance Performance.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Article 1 - Objet de la présente convention et définitions

La présente convention a pour objet de fixer les obligations respectives de la Collectivité Assainissement et de SUEZ – Délégataire Eau concernant le recouvrement et le reversement des redevances d'assainissement de la Collectivité Assainissement, à l'exception des éventuelles procédures contentieuses rendues nécessaires par le non-paiement des factures à l'issue de la phase de recouvrement amiable.

La Collectivité Assainissement charge SUEZ – Délégataire Eau, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte les redevances d'assainissement des clients aux conditions suivantes. Cette facturation sera effectuée auprès de l'occupant du logement.

Le périmètre de cette convention peut être revu en cas d'extension des périmètres de la Collectivité Assainissement.

Article 2 - Gestion des données des clients et propriétaires redevables

Données relatives au service de l'assainissement :

A l'entrée en vigueur de la présente convention, la Collectivité Assainissement communique à SUEZ – Délégataire Eau les données en sa possession relatives au service de l'assainissement.

La Collectivité Assainissement est seule responsable de l'établissement de la liste des clients redevables, et à cet effet elle se charge de collecter les données de chaque installation d'assainissement à intégrer dans le système de facturation, à savoir à minima :

- Adresse du point de contrôle du client
- Adresse de facturation du client (si différente)
- Nom du client
- Caractéristiques à prendre en compte pour la facturation : y compris toutes les particularités à facturer au titre du service public d'assainissement collectif : forfait, puits...

Typologie client :

La présente convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement pour les clients disposant d'un branchement assainissement dit "standard", à savoir :

- Ayant un branchement assainissement raccordé et un branchement eau potable de préférence géré par le gestionnaire de l'eau potable.
- Dont la redevance d'assainissement est appliquée sans coefficient de correction.
- Ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

SUEZ – Délégataire Eau se charge également de la facturation aux abonnés alimentés partiellement par une autre source que la distribution publique d'eau telle que prévue par la réglementation en vigueur. Pour ce faire, il devra connaître les usagers alimentés par une source autre que la distribution publique d'eau.

SUEZ – Délégataire Eau peut également se charger de la facturation en assainissement seul des abonnés alimentés en totalité par une source autre que la distribution publique d'eau. Pour ce faire, SUEZ – Délégataire Eau devra connaître les usagers alimentés par une source autre que la distribution publique d'eau, les modalités de facturation avec les volumes à facturer fixés par délibération de la Collectivité Assainissement. Cette facturation assainissement seul fera l'objet d'une rémunération supplémentaire conformément à l'article 6 et l'annexe 1.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

La présente convention ne s'applique pas aux abonnés industriels rejetant des eaux non domestiques et bénéficiant d'une convention spéciale de déversement.

Echange des données :

La Collectivité Assainissement communique semestriellement à SUEZ – Délégataire Eau les données mises à jour par ses soins. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

SUEZ – Délégataire Eau communique sur demande de la Collectivité Assainissement, les données de son système de facturation mises à jour. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

Les signataires de la présente convention s'engagent à collecter, traiter, utiliser et transférer les données personnelles dans le respect de la règlementation applicable en la matière, à savoir le Règlement européen Général sur la Protection des Données 2016/679 ("RGPD") et toutes les lois ou règlementations ratifiant, transposant ou complétant le RGPD, ainsi que les lignes directrices, recommandations ou codes de bonnes pratiques émis par les autorités de protection des données.

Chacun des signataires agit en tant que responsable du traitement des données personnelles, et à ce titre, il est responsable de son propre traitement et détermine les finalités et les moyens de son traitement dans le respect des obligations réglementaires.

Article 3 - Facturation des redevances et taxes d'assainissement

La Collectivité Assainissement établit le tarif des redevances applicables au service de l'assainissement collectif. Elle notifie par délibération, au plus tard un mois avant le début de chaque période de facturation, à SUEZ – Délégataire Eau, les tarifs à appliquer. En l'absence de notification, SUEZ – Délégataire Eau reconduit les tarifs fixés précédemment. SUEZ – Délégataire Eau porte ces montants sur les factures et les met en recouvrement.

La Collectivité Assainissement devra également transmettre les éléments tarifaires spécifiques en lien avec ses clients. Toutefois, SUEZ – Délégataire Eau se réserve le droit de ne pas procéder à la facturation lorsque les modalités de calcul, les données transmises ou les schémas tarifaires fournis par la Collectivité Assainissement ne sont pas compatibles avec les fonctionnalités, contraintes techniques ou règles de gestion de son système de facturation. Dans ce cas, SUEZ – Délégataire Eau en informera la Collectivité Assainissement afin que celle-ci assure la facturation par ses propres moyens.

La Collectivité Assainissement peut demander à SUEZ – Délégataire Eau la facturation d'une régularisation par suite d'erreurs de transmission de tarifs ou par manque d'information à prendre en compte. Les données nécessaires pour la facturation de la régularisation sont à transmettre au plus tard deux mois avant facturation. Cette prestation fera l'objet d'une rémunération supplémentaire. En cas de non-respect du délai transmission des informations nécessaires à l'application de la régularisation, le montant de la prestation pourra être doublé.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

La redevance d'assainissement collectif est facturée au titulaire de l'abonnement à l'eau, qui coïncide avec l'usager du dispositif d'assainissement. Le recouvrement de la redevance d'assainissement est assuré par le service de distribution d'eau potable. Le montant de la redevance est donc porté sur la facture d'eau potable. Elle est payable au même titre que celle-ci.

SUEZ – Délégataire Eau établit les factures aux périodes prévues dans son contrat de délégation du service public de l'eau. A la date de signature de la présente convention les périodes de facturation semestrielles sont les suivantes :

- Facturation du 1er semestre N en février N avec :
  - Abonnement d'avance du 1er février N au 31 juillet N
  - Consommation échue sur estimation

- Facturation du 2ème semestre N en juillet N avec :
  - Abonnement d'avance du 1er août N au 31 janvier N+1
  - Consommation échue sur relève/télérelève
  - Période de régularisation pour les clients mensualisations

En cas de modification de ces périodes, SUEZ – Délégataire Eau informe la Collectivité Assainissement dans les meilleurs délais.

SUEZ – Délégataire Eau ne peut être tenu pour responsable des retards dus à la facturation ou à l'encaissement qui seraient occasionnés par des causes indépendantes de sa gestion propre.

Si la Collectivité Assainissement souhaite joindre une lettre d'information ou un encart aux factures des clients, elle en informera SUEZ – Délégataire Eau et lui transmettra les documents nécessaires au minimum 1 mois avant le démarrage de la facturation, au format A4 (au format PDF). Les conditions de rémunération des prestations de communication par SUEZ – Délégataire Eau sont précisées dans l'article 6 de la présente convention.

Article 4 - Versement du produit des redevances et taxes d'assainissement

Généralités

SUEZ – Délégataire Eau encaisse les redevances et taxes.

Les produits encaissés pour le compte de la Collectivité Assainissement, dont la redevance agence de l'eau pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, lui sont versés dans les conditions suivantes :

Date limite de reversement	Montant à reverser
30 mai de l'année N	Montants encaissés entre le 01/11 de l'année N-1 et le 30/04 de l'année N
30 novembre de l'année N	Montants encaissés entre le 01/05 de l'année N et le 30/10 de l'année N

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Chaque versement sera accompagné d'une note justificative donnant :

- Le montant et l'assiette des factures émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- Le détail des montants encaissé reversés en distinguant abonnement et part proportionnelle ainsi que chaque période d'abonnement ou de consommation.

Le non-respect par SUEZ – Délégataire Eau des dates de facturation n'entraîne pas de décalage dans l'assiette et les dates de reversement.

Les coordonnées bancaires de la Collectivité assainissement seront jointes à la convention en Annexe 2 pour permettre à SUEZ – Délégataire Eau d'effectuer les reversements correspondants.

Sans transmission de ces coordonnée SUEZ ne pourra pas établir les reversements correspondants.

Lorsque cette convention prend fin, pour quelque cause que ce soit, SUEZ – Délégataire Eau verse à la Collectivité Assainissement le solde des redevances assainissement correspondant aux dernières factures qu'elle a encaissées dans les conditions définies ci-dessus jusqu'à apurement des comptes.

SUEZ – Délégataire Eau établit un décompte annuel des produits encaissés pour le compte de la Collectivité Assainissement.

SUEZ – Délégataire Eau procède à l'ouverture dans sa comptabilité d'un compte spécial "assainissement" permettant à la Collectivité Assainissement de contrôler le produit des redevances et taxes d'assainissement.

SUEZ – Délégataire Eau tient à disposition de la Collectivité Assainissement toutes les pièces justificatives dont celle-ci désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement du décompte annuel.

Option de TVA :

Au démarrage de la convention la Collectivité Assainissement a opté pour un budget TVA ou n'a pas opté pour un budget TVA. Si oui SUEZ – Délégataire Eau facturera et percevra auprès des usagers, la T.V.A. applicable à la redevance d'assainissement. Sans changement et transmission d'information à SUEZ – Délégataire Eau sur le changement d'option de TVA, SUEZ – Délégataire Eau continuera d'appliquer la TVA définie au démarrage de la convention.

SUEZ – Délégataire Eau ne peut être tenu pour responsable de la mauvaise application de la TVA par faute de transmission des informations nécessaires et en aucun cas elle n'établira de facture rectificative. Les reversements à la Collectivité Assainissement s'entendent sur une base toutes taxes comprises.

La Collectivité Assainissement effectuera les opérations de TVA et acquittera elle-même la TVA correspondante au Trésor Public. Pour rappel, la Collectivité qui opte pour l'assujettissement à la TVA de ses opérations relatives à l'assainissement doit souscrire des déclarations périodiques (art. 287 du CGI).

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Article 5 - Impayés, recouvrement et instruction des litiges

Généralités :

En aucun cas, SUEZ – Délégataire Eau ne peut être tenue pour responsable vis-à-vis de la Collectivité Assainissement du non-paiement des redevances et taxes d'assainissement par les clients.

SUEZ – Délégataire Eau applique ses procédures de recouvrement sur les factures sans distinction des parts à recouvrer. SUEZ – Délégataire Eau a la possibilité de recourir à des sociétés de recouvrement.

Lorsque SUEZ – Délégataire Eau aura épuisé l'ensemble des recours, l'ensemble des sommes impayées en assainissement portées sur la facture sera annulé dans la comptabilité de SUEZ – Délégataire Eau après accord de la Collectivité Assainissement. Pour cela une liste des clients concernés avec le détail des sommes abandonnées sera communiquée à la Collectivité Assainissement, pour établissement des délibérations actant l'abandon de créances.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances et taxes facturées.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement présentées par les clients sont instruites et traitées par la Collectivité Assainissement. En cas de réception d'une réclamation de ce type par SUEZ – Délégataire Eau, il informe le client des coordonnées de la Collectivité Assainissement et transmet sans délai à la Collectivité Assainissement toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

La Collectivité Assainissement garantit SUEZ – Délégataire Eau contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement.

Majoration assainissement :

L'article R 2224-19-9 du CGCT prévoit que pour les parts assainissement « à défaut de paiement dans un délai de trois mois à compter de la présentation de la quittance et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la redevance est majorée de 25 % ». La Collectivité Assainissement peut demander à SUEZ – Délégataire Eau la facturation de cette majoration assainissement pour son compte. Cette prestation fera l'objet d'une rémunération supplémentaire.

Article 6 - Rémunération de SUEZ

Intégration des abonnés du service

Suez – Délégataire Eau intègre l'ensemble des données des abonnés du service fournies par la Collectivité Assainissement dans son logiciel clientèle. En contrepartie des charges qui lui incombent, Suez – Délégataire Eau percevra auprès de la Collectivité Assainissement une rémunération unique et forfaitaire de 1.500 euros. Cette rémunération sera facturée en une seule fois après de la 1ere facturation.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

En contrepartie des charges de facturation qui lui incombent au titre de la présente convention, SUEZ – Délégataire Eau percevra auprès de la Collectivité Assainissement une rémunération de base de **2,10 € H.T./facture** (valeur au 01/01/2026).

La Collectivité Assainissement pourra demander à SUEZ – Délégataire Eau des prestations complémentaires liées à la facturation de la redevance assainissement, notamment l'ajout d'encart à la facture. Ces prestations feront l'objet d'une rémunération supplémentaire. Les coûts des prestations complémentaires sont détaillés dans le bordereau de prix unitaires en annexe 1.

Les valeurs d'application seront obtenues à chaque facturation en multipliant les valeurs de base par le coefficient K suivant : (01/01/2026)

$$K = 0{,}15 + 0{,}85 \times \frac{ICHT - E}{ICHT - E_0}$$

Avec :

ICHT-E = identifiant 001565187 - Coût main d'œuvre travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution.

ICHT-Eo = dernière valeur connue au 1er janvier 2026.

L'indice ICHT-E à appliquer sera celui connu au 1er janvier de chaque année pour les 12 mois qui suivent.

Si l'indice n'est plus publié, SUEZ – Délégataire Eau proposera à la Collectivité Assainissement un indice équivalent de remplacement en indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice. Le nouvel indice aura effet dans un délai d'un mois à partir de la date de la demande de substitution.

SUEZ adresse à la Collectivité Assainissement, en même temps que le reversement du 2eme semestre prévu à l'article 4, une facture annuelle établie sur cette base. La somme correspondante est payée par la Collectivité Assainissement dans un délai de 35 jours.

Toute somme non versée à cette date porte intérêt au taux légal en vigueur.

Article 7 – Règlement des litiges

Le règlement des litiges qui pourraient résulter de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Toutefois, avant de lancer une procédure contentieuse, les parties signataires s'engagent à soumettre les litiges à l'arbitrage d'un expert compétent.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Article 8 - Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet au **1er janvier 2027.** La durée de la convention est limitée à celle du contrat du concession du service public de l'eau potable liant la Collectivité Eau et SUEZ – Délégataire Eau, contrat établi à date de signature de la convention jusqu'au 30/04/2028.

Par ailleurs, l'une ou l'autre partie peut procéder à une résiliation unilatérale de la convention en cas de modification par la réglementation des conditions actuelles de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif, ou pour toute autre raison à condition d'en informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins six mois avant la date de cessation effective demandée de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Coudes, le 23.07.26 Pour la Collectivité Eau, Le Président, Monsieur Raymond Astier Syndicat Mixte de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise – ZA de Pérache 63114 COUDES Tél 04 73 96 68 01 sme.region.issoire@orange.fr	A St Pierre Colamine, le 1er juillet 2026 Pour la Collectivité Assainissement, Le maire, Monsieur Rémy Therese MAIRIE DE ST-PIERRE-COLAMINE 63
A Clermont-Ferrand, le 9/07/2026 Pour SUEZ, la Directrice Clientèle Auvergne Rhône Alpes, Madame Johanne Lavillonnière SUEZ Eau France SAS Agence Auvergne Nord Loire 98 boulevard Gustave Flaubert 63037 CLERMONT-FERRAND cedex 1	

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Annexe 1 : Bordereau de prix des prestations complémentaires – à la demande :

Prestations complémentaires	Prix unitaire HT
Envoi au client d'une lettre d'information (1 à 2 pages) avec la facture	1,20 € / facture
Envoi au client d'un encart (de 3 à 8 pages) avec la facture	2,20 € / facture
Ajout d'un message ou des coordonnées de la Collectivité sur facture (254 caractères maximum, espace inclus)	Gratuit
Facturation d'une régularisation à la demande de la Collectivité ou du délégataire assainissement (part abonnement ou consommation sans tranche).	0,70 € / facture
Facturation d'une régularisation à la demande de la Collectivité ou du délégataire assainissement (abonnement avec unité de logement ou consommation avec tranches ou régularisation sur plusieurs périodes de facturation).	1,60 € / facture
1ère facturation assainissement à la suite d'un changement de mode de gestion (*) (analyse et paramétrage).	1 500 €
1ère facturation assainissement - de 0 à 1 000 clients (intégration, analyse, paramétrage).	1 500 €
1ère facturation assainissement - de 1 001 à 6 000 clients (intégration, analyse, paramétrage).	4 000 €
1ère facturation assainissement - au-delà de 6 000 clients (intégration, analyse, paramétrage).	Sur devis
Forfait de transmission de données en cas d'audit de l'Agence de l'Eau – par tranche de 1500 abonnés	3 500 €
Accompagnement à la saisie des données sur les plateformes Agence de l'Eau pour l'établissement du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service	1 500 €
Application de la majoration assainissement (Paramétrage, Facturation, Envoi lettre d'avertissement)	3,00 € / client
Intégration et facturation de clients en assainissement seul	4,00 € / facture

(*) Ce prix ne sera pas activé à la signature de la convention et ne sera activé que si la Collectivité assainissement décide de changer de mode de gestion (par exemple : passage d'un mode gestion directe à Concession de Service Public). Ce prix implique des prestations d'analyse du fichier client et de paramétrage de nos logiciels et ne sera facturé qu'une seule fois après le changement de mode de gestion.

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

Annexe 2 : Coordonnées bancaires de la Collectivité Assainissement :

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_039-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 040/2026
Intérêt Commun

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 09h30, le Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire et des Communes de la Banlieue Sud Clermontoise, dûment convoqué le jeudi 17 septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du SME, sous la présidence du Président, Monsieur Raymond ASTIER.

OBJET : FONDS SOLIDARITE LOGEMENT 2026 – CONSEIL DEPARTEMENTAL DU PUY DE DOME
Annexe : Néant

Date de convocation : 17/09/2026

Date d'affichage du compte-rendu : 30/09/2026

Secrétaire de séance : Pierre-Luc FRAISSE

Rapporteur : Raymond ASTIER

Nombre de Voix Délibératives :
En exercice **: 200**
Présents : 137
- *Titulaires :110*
- *Suppléants : 27*

Absents ayant donné pouvoir : 11
Absents : 52
Votants : 148

PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES :

ALRIC Jean-Louis
ARCHIMBAUD Guy
ASTIER Christophe
ASTIER Raymond
AUBRY Médéric
AUREYRE Jean-François
BABIN Fiona
BAPTISSARD Isabelle
BARDY André
BERGOUGNOUX Patrick
BOILOT Dominique
BONHOMME Jean-Louis
BONNET Stéphane
BOROT Annabelle
CHAMBADE Laura
CHAUNIER Sébastien
CHAZALON Josiane
CHEVALIER Daniel
CORRE Jean-Marie
COSTE Yves
COSTON David
COUAVOUX René
COUDERT Bernard
DE FREITAS Pascal
DESCOLLONGES Maxim
DOMINGUEZ Hilario
DOUSSON Didier
DUMONT Pierre
DUPONT DE DINECHIN Pierre
FRAISSE Pierre-Luc
GALVAING Jean-Yves
GAUTHIER Amandine
GILBERT Jacques
GOMEZ Jean-Marc
GOURBEYRE Bernard
GUITTARD Dominique
HEYRAUD Damien
LE MARREC Laurys
MALBRUNOT Marie-Hélène
MALORON Annie
NICOLAU Jacques
NUNEZ-ORTIN Samuel
NURIT Stéphane
PAGESSE Pierre
PELISSIER Didier
PONTRUCHER Bruno
RESTOUEIX Daniel
RIGOULET Laurent
RIOMET Laurent
RODIER Michel
ROUX Bernard
SANCHEZ Alexis
SAUVADET Marie-Hélène
SERVAYRE Hélène
SILVESTRI Jacques
TOPENOT Benoît
TORONDEL Benoît
TROUILLER Denis
TYSSANDIER Martine
VATIN Thierry
VERHOEVE Tim
VERNIERES Gilles
VIVIEN Pascal

ABSENTS REPRÉSENTÉS (SUPPLÉANTS) :
AMBLARD Philippe (PULBY Thierry) ; BOUCHE Frédéric (PAPON Franck) ; BRERAT Christophe (PERRIN Frédéric) ; DESVIGNES Jean (VAURE Robert) ; DUPONT DE DINECHIN Etienne (DYNDAS Éric) ; DUPOUX Thierry (CHRISTIEN Cyrille) ; GAUMY Jean-Yves (BARODY Yves) ; GIRAUD Sébastien (MINGON Monique) ; GUELON René (DUCREUX Bernard) ; JACOB Claude (TERRANOVA Philippe) ; MEALLET Roger-Jean (MARTIN Jean-Noël) ; PAULET Sébastien (DE SOUSA Jorge) ; RIVIERE Jean (ROBIN Anne Marie) ; TEZENAS Olivier (SCIAUVAUD Michel) ; VIAL Christophe (BARREIROS Nathalie).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :
FRADIN Laurent ayant donné pouvoir à GOMEZ Jean-Marc ; GERBER Corinne ayant donné pouvoir à BABIN Fiona ; JUAN Patrick ayant donné pouvoir à ASTIER Raymond ; MARCHAT Sébastien ayant donné pouvoir à BONNET Stéphane ; PILLITIERI Cyrille ayant donné pouvoir à COSTON David et PILLON Stéphane ayant donné pouvoir à ROUX Bernard.

ABSENTS :
BARBET Guillaume ; BARRAT Sylvain ; BRUNHES Julien ; CERVELLI Yannick ; CHAUVANET Christine ; COSTES Denis ; COUFORT Manon ; COUPELON Jimmy ; DELTOUR Luc ; DIONNET Thierry ; ESPY Christian ; GULI Florian ; HELBER

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_040-DE

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU
de la Région d'Issoire et des Communes
de la Banlieue Sud Clermontoise

Délibération n° 040/2025
Intérêt Commun

Jean-Pierre ; LAMIRAND Pascal ; LEROY Véronique ; PASTORELLI Jonathan ; PIAU Anthony ; PRADIER Laurent ; ROCHETTE Christophe ; ROUX Frédéric ; SAUVADET Michel ; SAVIGNY Frédéric ; THALAUD François ; TINET Georges ; TOMBETTE Marc ; VALLON Thierry ; VIALLEFONT Michel et VOYRON Stéphane.

LE PRESIDENT DONNE LECTURE DU RAPPORT SUIVANT

Le Fonds Solidarité Logement (FSL) est un dispositif d'aides destiné aux personnes connaissant des difficultés à accéder ou se maintenir dans un logement décent et pour disposer des fournitures d'énergie, d'eau, de services téléphoniques et d'assurance locative. Les aides FSL peuvent être accordées sous forme d'abandons de créances, de secours, d'avance remboursable et d'accompagnement social.

Ces aides sont à considérer comme une subvention au FSL puisqu'elles participent à l'exercice de la compétence du service public industriel et commercial et bénéficient également à l'usager du service.

Trois communes (Aubière, Romagnat, le Cendre) du Syndicat relèvent de Clermont Auvergne Métropole (CAM). A ce titre, la CAM exerce la compétence sociale et a déployé depuis 2020 un FSL Métropolitain, auquel le SME adhère. En 2023, afin de respecter l'égalité de traitement des usagers de l'ensemble du SME, le SME a délibéré afin d'abonder le FSL Départemental. Ce fond est placé sous la responsabilité du Président du Conseil Départemental.

Dans la demande formulée par le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme, le montant de la participation est laissé libre à l'appréciation du Syndicat. En 2025, il a été versé la somme de 2 280 €. Il est proposé de maintenir ce versement à la même hauteur pour 2026.

ENTENDU le rapport de présentation ;

LE CONSEIL SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

- De fixer la participation au FSL départemental à 2 280 € pour 2026 ;
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à l'application de cette délibération.

Votants : 148
- *Pour : 138*
- *Contre : 4*
- *Abstentions : 6*

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures
Pour copie conforme :
Le Président,
Raymond ASTIER

Syndicat Mixte de l'eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud clermontoise
ZA de Pérache
63114 COUDES
Tél 04 73 96 68 01
sme.region.issoire@orange.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 01/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-063-200074029-20260924-2026_040-DE